

# **Orientations stratégiques pour le FAD-14**

**Document de synthèse**

---

Première réunion relative au FAD-14  
17-18 mars 2016  
Abidjan, Côte d'Ivoire



**FONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT**

## Table des matières

Table des matières .....	i
Abréviations et sigles .....	ii
Résumé analytique .....	iii
<b>1. Introduction .....</b>	<b>1</b>
<b>2. Progrès de l'Afrique vers une croissance durable et inclusive : opportunités et défis .....</b>	<b>1</b>
<b>3. Cadre stratégique pour le Groupe de la Banque en Afrique au cours de la période du FAD-14</b>	<b>3</b>
<b>4. Le Groupe de la Banque au centre de la transformation de l'Afrique.....</b>	<b>10</b>
<b>5. Conclusion .....</b>	<b>15</b>
 Annexe 1 : Mise à l'échelle des réalisations de la Stratégie décennale dans les cinq domaines prioritaires – Feuille de route .....	16
Annexe 2 : Contribution du Groupe de la Banque au développement des pays FAD – Indicateurs du niveau 2 du Cadre de gestion des résultats .....	17
Annexe 3 : Principales réalisations dans les pays FAD sur la période 2008-2015.....	20
Annexe 4 : Exemples de projets en cours financés par le FAD sur la période de 2008 à 2015.....	25
Annexe 5 : Programmes pour la mise en œuvre des cinq grands domaines prioritaires .....	29

### Graphiques

Graphique 1 : Priorités du Groupe de la Banque et alignement sur les ODD .....	5
Graphique 2 : Résultats du Fonds africains de développement sur la période 2008-2015 .....	13
Graphique 3 : Les cinq domaines prioritaires à l'horizon 2025 .....	14
Graphique 4 : Exemple de réalisations dans les pays FAD .....	23

## Abréviations et sigles

FAD	Fonds africain de développement
FAD-11	Onzième reconstitution des ressources du Fonds africain de développement
FAD-12	Douzième reconstitution des ressources du Fonds africain de développement
FAD-13	Treizième reconstitution des ressources du Fonds africain de développement
FAD-14	Quatorzième reconstitution des ressources du Fonds africain de développement
BAD	Banque africaine de développement
PDDAA	Programme détaillé de développement de l'Agriculture en Afrique
COP21	Vingt-et-unième Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques
DSP	Document de stratégie pays
UE	Union européenne
PIB	Produit intérieur brut
GW	Gigawatt
Ha	Hectare
TIC	Technologies de l'information et de la communication
KWh	Kilowatt/heure
Km	Kilomètre
BMD	Banque multilatérale de développement
VAM	Valeur ajoutée manufacturière
MW	Mégawatt
APD	Aide publique au développement
ABP	Allocation basée sur la performance
PIDA	Programme de développement des infrastructures en Afrique
FRCSP	Facilité de rehaussement de crédit en faveur du secteur privé
CER	Communauté économique régionale
PMR	Pays membre régional
CMR	Cadre de mesure des résultats
OR	Enveloppe des opérations régionales
FAT	Facilité d'appui à la transition
SD	Stratégie décennale du Groupe de la Banque
ODD	Objectif de développement durable
UC	Unité de compte
USD	Dollar des Etats-Unis

## Résumé analytique

1. Le présent document définit les orientations stratégiques du quatorzième cycle de reconstitution des ressources du Fonds africain de développement (FAD-14), étant entendu que la Stratégie décennale (SD) du Groupe de la Banque pour la période 2013-2022 continuera de guider la contribution du Groupe de la Banque à la transformation de l'Afrique. Les réalisations et les résultats seront passés à l'échelle dans les cinq grands domaines prioritaires de la SD auxquels le Fonds africain de développement apporte déjà une contribution significative et dans lesquels le Groupe de la Banque dispose d'un mandat explicite ainsi que d'un avantage comparatif reconnu.

### **Contexte difficile du développement de l'Afrique**

2. Les économies africaines sont en pleine croissance, mais cette croissance n'a pas conduit à la transformation structurelle, ni à la création d'emplois et à la prospérité. En dépit des progrès louables réalisés au cours des 15 dernières années, les pays FAD en particulier sont encore confrontés à de sérieux problèmes tels que la pauvreté et les inégalités, le faible niveau de diversification, les importants déficits dans le domaine des infrastructures, les faiblesses dans le climat des affaires et la fragmentation des marchés. Le continent affiche également la plus forte proportion de pays se trouvant dans des situations de fragilité. Par ailleurs, les pays africains sont les moins préparés pour ce qui est de la protection de leurs communautés contre les effets de menaces mondiales telles que les changements climatiques, le terrorisme et la récession.

### **Transformation de l'Afrique, par un ciblage plus affiné de la Stratégie décennale**

3. Pour faire face de manière efficace à tous ces problèmes, il faut mobiliser des ressources plus substantielles, tout en intensifiant l'appui aux pays FAD dans leurs efforts pour gérer les vulnérabilités et renforcer la résilience aux chocs. Le Groupe de la Banque entend donc affiner le ciblage de ses interventions au cours de la période du FAD-14, afin de réaliser les objectifs suivants: i) Eclairer l'Afrique et l'alimenter en électricité ; ii) Nourrir l'Afrique ; iii) Industrialiser l'Afrique ; iv) Intégrer l'Afrique ; et v) Améliorer la qualité de vie des Africains.
4. Ces cinq objectifs prioritaires sont fondés sur les besoins changeants des pays FAD et les nouveaux défis à relever dans ces pays, tout en étant étroitement alignés sur les Objectifs de développement durables (ODD) et les engagements de la Vingt-et-unième Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21), ainsi que sur l'Agenda pour l'Afrique à l'horizon 2063.
5. Le FAD-14 continuera à appuyer les interventions axées sur les résultats et ciblant les domaines structurels définis dans la Stratégie décennale tels que l'appui aux pays se trouvant dans des situations de fragilité, l'amélioration de la gouvernance et de la responsabilité, la promotion de l'égalité hommes-femmes et le soutien aux communautés dans leurs efforts pour s'adapter et faire face aux changements climatiques. Des investissements d'un niveau substantiel, combinés avec des activités de dialogue sur les politiques et de renforcement des capacités, devraient concourir à la transformation des économies africaines à l'horizon 2025.

### **Mise à l'échelle des réalisations au cours de la période du FAD-14**

6. Le FAD a apporté une contribution significative aux efforts visant à améliorer les conditions de vie des populations du continent, notamment dans les pays se trouvant dans des situations de fragilité. Le FAD a également contribué à la croissance de sept pays à faible revenu qui ont accédé au statut de pays à revenu intermédiaire au cours des cinq dernières années. Sur la période de 2008 à 2015, le FAD a affiché une performance record dans la fourniture de services sociaux, l'investissement dans les infrastructures essentielles, la promotion de l'intégration régionale, la transformation des moyens d'existence et l'offre d'opportunités de création de revenus et d'emplois. Des progrès ont été enregistrés dans tous les secteurs et tous les domaines d'intérêt particulier définis dans la Stratégie décennale.
7. Pour réaliser les ODD, il est nécessaire de procéder à une concertation des efforts entre les partenaires au développement, les pays membres régionaux et le secteur privé en vue de faire passer les niveaux des investissements «des milliards en milliers de milliards». De même, l'accélération de la mise en œuvre de la Stratégie décennale au cours de la période du FAD-14 passe nécessairement par la mise à l'échelle des financements essentiels du Fonds, à travers la mobilisation des ressources et la mise au point d'instruments de financement à même d'attirer les financements des donateurs, à travers la promotion du cofinancement, les

liquidités et le capital-risque. Par ailleurs, le renforcement du dialogue sur les politiques ainsi que des capacités dans des domaines tels que la mobilisation des ressources intérieures, la gestion de la dette, l'amélioration du climat des affaires et la réforme des cadres juridiques et réglementaires sera d'une importance cruciale.

***Le Groupe de la Banque au centre de la transformation de l'Afrique***

8. A travers le FAD, le Groupe de la Banque est bien placé pour mobiliser les ressources et les canaliser vers les pays sortant d'une situation de fragilité ainsi que les pays voulant accéder au statut de pays à revenu intermédiaire. En tant que partenaire des pays FAD parrainant diverses initiatives de développement sur le continent et mettant en œuvre une stratégie robuste axée sur cinq domaines prioritaires, le FAD est très bien placé pour soutenir la transformation de l'Afrique. Le FAD utilisera tous les outils à sa disposition, tout en tirant parti de sa légitimité et de sa cote en tant que plus importante institution de financement concessionnel ciblant uniquement des clients du continent africain.



## CONTEXTE

### Opportunités et forces



- Stabilité macroéconomique
- Flux financiers extérieurs
- Classe moyenne émergente
- Démographie
- Terres et ressources naturelles

### Défis



- Manque de diversification
- Défis d'infrastructures
- Climat des affaires peu propice
- Ressources humaines et intérieures limitées
- Taille restreinte et fragmentée des marchés
- Inégalités et chômage
- Fragilité



## STRATEGIE

### Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies



### Stratégie décennale du Groupe de la Banque pour la période 2013-2022



Croissance inclusive  
Transition vers la croissance verte

#### Priorités

**Opérationnelles**  
Développement des infrastructures  
Intégration régionale  
Développement du secteur privé  
Gouvernance et responsabilisation  
Compétences et technologies

**Domaines d'intérêt particulier**  
Etats fragiles  
Agriculture et Sécurité alimentaire  
Dimension genre

### Cinq grands domaines prioritaires du Groupe de la Banque



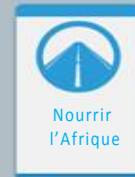
Eclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie



Intégrer l'Afrique



Industrialiser l'Afrique



Nourrir l'Afrique



Améliorer la qualité de vie des Africains



## RESULTATS

### Résultats du Fonds africain de développement sur la période 2008-2015



**Energie**  
3,3 millions de bénéficiaires



**Transports**  
49,2 millions de bénéficiaires



**Eau et assainissement**  
13,5 millions de bénéficiaires



**Développement du secteur privé**  
1,1 million d'emplois créés



**Intégration régionale**  
1 320 km de routes transfrontalières construites ou habilitées



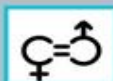
**Santé, Education et assainissement**  
68,5 millions de bénéficiaires



**Agriculture et sécurité alimentaire**  
46,1 millions de personnes bénéficiant de pratiques agricoles améliorées



**Gouvernance**  
30 bénéficiant d'un système renforcé de gestion publique



**Dimension genre**  
23,1 millions de femmes bénéficiant de pratiques agricoles améliorées

### Perspectives (à l'horizon 2025) – Mise à l'échelle

# Document de synthèse – Orientations stratégiques pour le FAD-14

---

## Principaux messages

- 1) *Les pays africains ont des opportunités réelles à saisir pour parvenir à une croissance et une prospérité fondées sur l'inclusion, mais ils demeurent vulnérables à de sérieux problèmes et menaces.*
- 2) *Le FAD-14 affinera l'accent mis sur les résultats et permettra de mettre à l'échelle les réalisations attendues dans cinq domaines prioritaires pour faire véritablement la différence dans la vie des populations des pays les plus vulnérables et fragiles d'Afrique.*
- 3) *Le FAD est très bien placé pour appuyer la transformation de l'Afrique.*

## 1. Introduction

- 1.1. Le présent document définit les orientations stratégiques du quatorzième cycle de reconstitution des ressources du Fonds africain de développement (FAD-14). La Stratégie décennale (SD) couvrant la période 2013-2022 détermine le cadre général de l'appui du Groupe de la Banque africaine de développement (la Banque) à la transformation de l'Afrique à long terme. Le FAD-14 est l'occasion de focaliser les ressources et de tirer parti de l'avantage comparatif de la Banque, en plus de mettre sélectivement à l'échelle les résultats obtenus dans les cinq domaines prioritaires de la SD, à savoir Eclairer l'Afrique et l'alimenter en électricité, Nourrir l'Afrique, Industrialiser l'Afrique, Intégrer l'Afrique et Améliorer la qualité de vie des Africains.
- 1.2. Ces cinq domaines prioritaires de la SD sont intrinsèquement liés aux Objectifs de développement durable (ODD) nouvellement adoptés, ainsi qu'aux engagements mondiaux convenus pour les changements climatiques lors de la Vingt-et-unième Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21) et à l'Agenda 2063 pour l'Afrique. Au regard de l'avantage comparatif de la Banque, les cinq domaines prioritaires sont alignés sur l'évolution de la situation et les priorités des pays membres régionaux (PMR) admissibles, ainsi que sur les opportunités qui s'offrent de plus en plus en matière d'intégration régionale et plusieurs initiatives continentales d'une importance cruciale.
- 1.3. Après la présente introduction, la section 2 donne un bref aperçu des principales opportunités qui s'offriront sur le continent ainsi que des problèmes majeurs qui se poseront au cours des dix prochaines années, tandis que la section 3 définit le cadre stratégique des interventions de la Banque sur le continent. Quant à la section 4, elle met en lumière les forces et les avantages comparatifs de la Banque, tout en présentant les principales réalisations au titre du FAD-11, du FAD-12 et du FAD-13, et tout en discutant des voies et moyens pour la Banque de mettre à l'échelle les réalisations au cours de la période du FAD-14. Enfin, la section 5 présente la conclusion du document.

## 2. Progrès de l'Afrique vers une croissance durable et inclusive : opportunités et défis

- 2.1. L'économie mondiale fait face à de violents vents contraires, d'où les incertitudes pour toutes les régions et tous les pays. Les économies africaines, en particulier celles des pays africains à faible revenu, sont particulièrement exposées et sont les moins à même de faire face aux chocs potentiels. La persistance de la crise financière et du ralentissement de la demande mondiale pourrait compromettre les efforts déployés et remettre en cause les résultats obtenus par ces pays, notamment en termes de stabilité macroéconomique.

- 2.2. Les toutes dernières projections macroéconomiques donnent à penser à une légère amélioration pour 2016, en dépit de la persistance du faible niveau des cours des produits de base et du resserrement des politiques monétaires aux Etats-Unis<sup>1</sup>. Toutefois, pour parvenir à une prospérité partagée et soutenue, les pays FAD doivent veiller aux réalisations suivantes:
- 2.2.1 **Diversification et transformation économiques.** Les économies de la plupart des PMR demeurent peu diversifiées et continuent de dépendre dans une large mesure de l'exportation des produits de base, d'où leur vulnérabilité aux chocs extérieurs. Alors que les produits de base représentent plus de 70 % des exportations africaines, la part des produits manufacturés dans les importations s'établit à plus de 60 %. Les chiffres sont même plus révélateurs encore si l'on se limite aux pays FAD. Le continent est également un importateur net de denrées alimentaires, dépensant à ce titre environ 90 milliards d'USD par an pour répondre à un tiers seulement de tous les besoins en calories.
- 2.2.2 **Compétitivité mondiale.** Les insuffisances dans les infrastructures, les faiblesses aussi bien au niveau des politiques qu'à celui des institutions, l'accès limité au crédit et les qualifications insuffisantes de la main-d'œuvre ont un impact négatif sur la productivité et la compétitivité, tout en augmentant le coût de la pratique des affaires<sup>2</sup>. Dans l'ensemble et selon les estimations, les ventes annuelles enregistrent des pertes de l'ordre de 4,9 %, du fait des coupures de courant<sup>3</sup>.
- 2.2.3 **Intégration des marchés régionaux.** Le commerce régional est limité, et les marchés africains demeurent très fragmentés. Les faibles niveaux d'industrialisation amènent les PMR à se limiter au commerce de produits de base non transformés, sans véritable valeur ajoutée ni contenu technologique. Ce manque d'intégration coûte à l'Afrique entre 1 % et 1,5 % du PIB par an.
- 2.2.4 **Climat propice pour les affaires, responsabilisation accrue et amélioration de la mobilisation des ressources intérieures.** La stabilité macroéconomique, la promotion d'un climat des affaires plus propice et l'utilisation efficiente des ressources publiques demeurent les principaux défis à relever. Les pays pouvant prétendre aux ressources du FAD affichent encore une faible performance pour ce qui est de la promotion d'un climat des affaires plus propice, huit de ces pays seulement figurant parmi les 100 premiers pays au classement de *Doing Business* pour 2016. La mobilisation des ressources additionnelles à l'interne demeure un défi à relever pour limiter la dépendance à l'égard des ressources externes, y compris des ressources non concessionnelles. Il s'agit là d'un défi qui pourrait compromettre la viabilité de la dette, s'il n'est pas bien géré.
- 2.2.5 **S'attaquer à la fragilité.** La plupart des pays du monde confrontés à des situations de fragilité sont des pays africains. La fragilité entraîne des coûts sur les plans économique, social et environnemental dans les pays touchés, avec des effets d'entraînement avérés dans les pays voisins, d'où la nécessité d'approches régionales dans la recherche de solutions.

---

<sup>1</sup> Pour de plus amples informations à ce sujet, voir document intitulé «Perspectives économiques pour les pays FAD», préparé pour la première réunion sur la quatorzième reconstitution des ressources du FAD.

<sup>2</sup> Selon l'Indice de compétitivité mondiale 2015-2016, seuls 12 pays africains figurent parmi les 100 premiers pays (sur 140 pays évalués), et sur ces 12 pays africains, quatre seulement sont des pays FAD (Côte d'Ivoire, Kenya, Rwanda et Zambie).

<sup>3</sup> 2014b, *Enterprise Surveys, World Bank*: [www.data.worldbank.org/indicator](http://www.data.worldbank.org/indicator), accessed 15 June 2014.

- 2.2.6 **Créer des emplois et tirer parti des opportunités démographiques.** Les inégalités sur le plan socioéconomique sont d'un niveau élevé, sapant ainsi les efforts visant à améliorer la qualité de vie des Africains et à réaliser des progrès sur le plan du développement économique. En raison de l'accès limité aux facteurs de production, les femmes se contentent d'une productivité d'un tiers plus faible que celles des hommes. La participation des femmes au marché du travail formel est d'un faible niveau, et les discriminations à l'égard des femmes entrepreneures, du personnel féminin et des gestionnaires femmes se traduisent par de sérieuses disparités dans les revenus entre les femmes et les hommes. Les jeunes d'Afrique sont exclus dans une large mesure de l'économie formelle, comme en témoigne le fait que, selon les estimations, sur 419 millions de jeunes que compte le continent, environ 127 millions sont sans emplois, tandis que 146 millions d'autres ont plutôt des emplois précaires. Le manque d'inclusion et le manque d'opportunités pour les jeunes peuvent constituer une source de tensions sociopolitiques et favoriser des migrations des zones rurales vers les zones urbaines sur le continent, tout comme des migrations hors de l'Afrique à destination du reste du monde.
- 2.2.7 **Atténuation des changements environnementaux et climatiques et adaptation à ces changements.** Les changements climatiques constituent une menace réelle pour les pays FAD, dans la mesure où ces pays sont essentiellement des pays où dominent les zones rurales et qui dépendent dans une large mesure de l'agriculture pluviale tant pour l'alimentation que pour le revenu. Par ailleurs, en raison du caractère limité des ressources humaines, institutionnelles, financières et technologiques, les pays à faible revenu ne sont guère préparés à gérer les effets complexes des changements climatiques. Dans les situations de fragilité, les conditions climatiques changeantes peuvent servir de «facteurs de multiplication des risques». Le coût des changements climatiques devrait osciller entre 45 millions et 50 millions d'USD par an d'ici 2040, tout en représentant jusqu'à 7 % du PIB annuel de l'Afrique en moyenne d'ici 2100. Ce sont surtout les populations vulnérables et les ménages pauvres qui seront au centre du cercle vicieux des effets combinés des changements climatiques, de la pauvreté en milieu rural et de la fragilité.

### 3. Cadre stratégique pour le Groupe de la Banque en Afrique au cours de la période du FAD-14

#### *Transformation de l'Afrique, à travers l'accent particulier mis sur les cinq domaines prioritaires*

- 3.1. Le Groupe de la Banque africaine de développement a pris l'engagement de jouer un rôle central dans les efforts visant à aider les pays membres, et notamment les pays FAD, à réaliser les Objectifs de développement durable (ODD), à atténuer et à éliminer leurs vulnérabilités, tout en renforçant leur résilience aux chocs potentiels. La Stratégie décennale (SD) définit le cadre stratégique pour les programmes opérationnels et institutionnels du Groupe de la Banque, au regard de ses capacités opérationnelles et institutionnelles. Au cours de la période du FAD-14, le Groupe de la Banque procédera à la mise à l'échelle des résultats dans les cinq grands domaines prioritaires de la SD, à savoir : Eclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie ; Nourrir l'Afrique ; Industrialiser l'Afrique ; Intégrer l'Afrique ; et Améliorer la qualité de vie des Africains.
- 3.2. Pour la concrétisation de la vision du Groupe de la Banque pour les cinq grands domaines prioritaires, la direction s'est appuyée sur les stratégies sectorielles déjà en place (telles que la Politique et la stratégie en matière d'intégration régionale, le Cadre stratégique et le Plan d'action pour la gouvernance, la Stratégie de développement du secteur privé, la Stratégie pour le capital humain et la Politique en matière d'énergie) ou en cours d'élaboration (telles que les stratégies pour l'agriculture et l'énergie). La préparation de plans opérationnels détaillés se trouve à un stade avancé, aux fins de consultations avec les Conseils d'administration et les principaux acteurs (voir Feuille de route à l'annexe 1). Des investissements significatifs, combinés avec un dialogue permanent sur les politiques et des activités de renforcement des capacités, devraient avoir sur les économies africaines un impact concourant à la transformation à l'horizon 2025.

#### *Eclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie*

- 3.3. L'énergie est cruciale pour le développement humain. Elle permet en effet de réduire le coût de la pratique des affaires et de libérer le potentiel économique. Toutefois, le taux d'accès à

l'électricité dans les pays FAD est le plus faible au monde<sup>4</sup>. L'accès insuffisant à l'énergie entraîne chaque année des centaines de milliers de décès, en raison du recours à des foyers à charbon pour la cuisson, tout comme il sape les activités des hôpitaux et des services d'urgence ou encore entrave les réalisations sur le plan scolaire, en plus de faire augmenter le coût de la pratique des affaires en raison du recours aux groupes électrogènes.

- 3.4. Le potentiel en matière d'énergie est énorme, mais il n'est exploité que de façon marginale. L'hydroélectricité fournit environ un cinquième de la capacité actuelle, mais cela ne représente même pas un dixième de son potentiel total. Le potentiel technique de l'énergie solaire, éolienne et géothermique est significatif. Les combustibles fossiles offrent également d'énormes opportunités en matière d'énergie, en particulier dans les pays FAD dotés de réserves de pétrole et de gaz. Ces pays affichent également d'énormes potentiels non exploités qui leur auraient permis de répondre à leurs besoins en énergie, par le biais des énergies renouvelables, avec une empreinte carbone mineure uniquement.
- 3.5. En éclairant l'Afrique et en l'alimentant en énergie, le FAD-14 libèrera le potentiel du continent dans le domaine de l'énergie tant classique que renouvelable, à travers des partenariats stratégiques permettant de tirer parti des ressources aussi bien du secteur public que du secteur privé. Le FAD-14 œuvrera en partenariat avec divers acteurs à l'élaboration d'un cadre tenant compte des différentes sources d'énergie, des divers environnements géographiques, des préoccupations en matière de tarification, des différentes technologies, des mécanismes de distribution et des caractéristiques des bénéficiaires, conformément à la Politique de la Banque en matière d'énergie et à sa future Stratégie en matière d'énergie. Le «Nouveau Pacte pour l'énergie en Afrique» est une initiative marquant un important tournant dans l'approche de la Banque dans le secteur de l'énergie et sera d'une importance cruciale pour l'atteinte de la cible ambitieuse de parvenir à l'accès universel à l'énergie à l'horizon 2025.

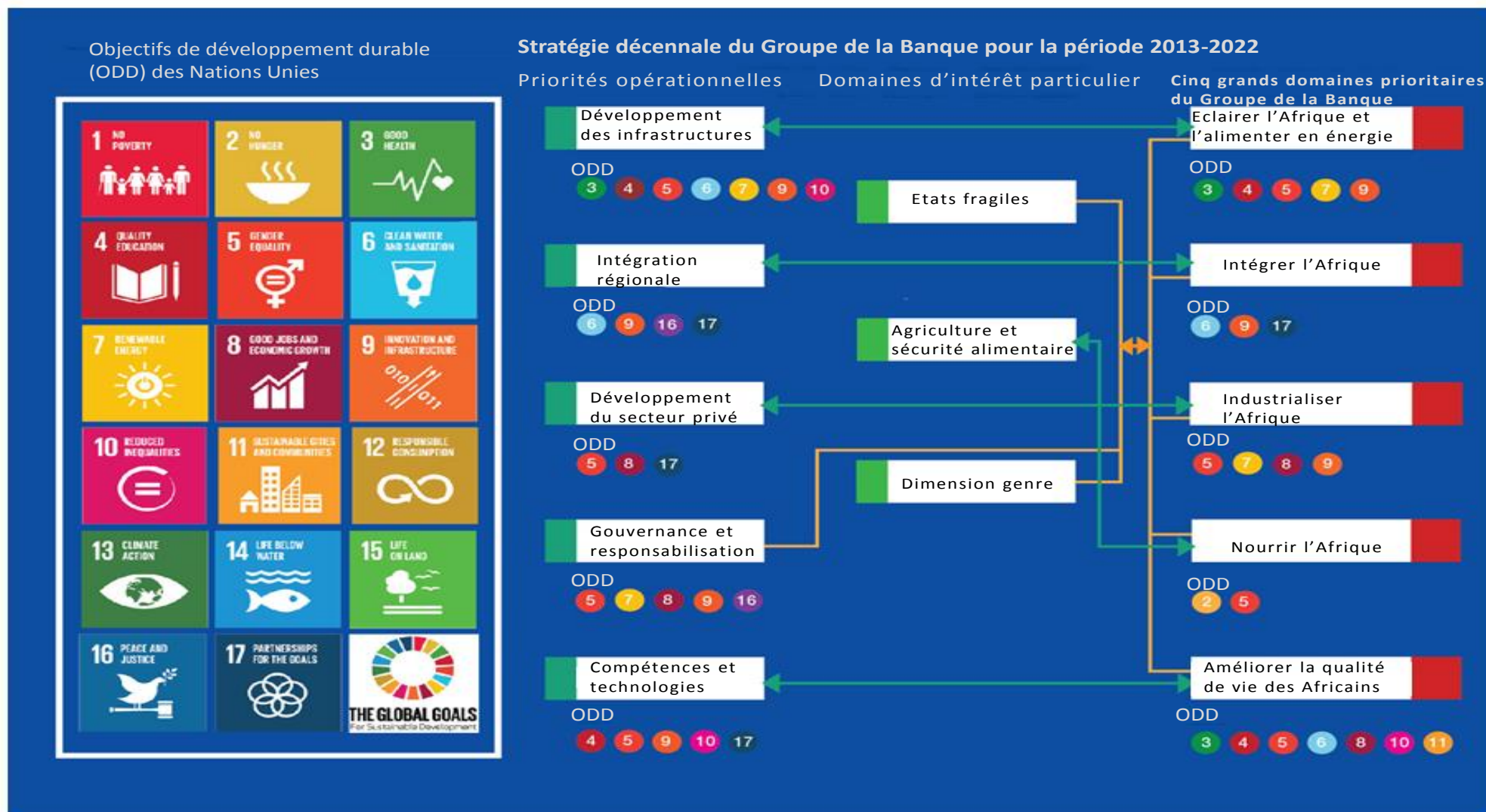
#### *Nourrir l'Afrique*

- 3.6. L'accès aux aliments, aussi bien en quantité qu'en qualité, constitue un droit humain fondamental. Il est également essentiel pour mettre fin à la famine et à la malnutrition, tout en garantissant une main d'œuvre plus productive et plus en santé. L'agriculture emploie plus de 60 % de la main-d'œuvre africaine et fournit environ un tiers du PIB du continent. Toutefois, l'Afrique est la région souffrant le plus de l'insécurité alimentaire au monde. L'insécurité alimentaire structurelle est un défi particulier pour les économies fragiles dépendant fortement des importations de produits alimentaires. Les liens entre les sécheresses et la rareté de l'eau, d'une part, et la famine, d'autre part, sont bien connus et réels. Il s'agit là d'un paradoxe fondamental, dans la mesure où plus de 65 % des terres arables du monde qui n'ont pas encore été exploitées se trouvent en Afrique.
- 3.7. Le potentiel de l'Afrique en matière de production agricole, y compris dans les pays FAD, est énorme, la part des marchés des produits alimentaires devant passer de 313 milliards d'USD en 2010 à 1 000 milliards d'USD en 2030 (Banque mondiale, 2013), selon les projections. Les chaînes de valeur agricoles, y compris les secteurs de l'élevage et de la pêche, ont le potentiel requis pour la diversification de l'économie, l'augmentation des revenus, l'amélioration de la sécurité alimentaire et la contribution à l'atténuation des conflits et à la prévention des migrations tant internes qu'externes. Toutefois, le mauvais état des infrastructures, la mécanisation insuffisante et l'accès limité au crédit, aux engrais et aux technologies, tout comme les incertitudes sur le plan foncier, limitent la pleine libération de ce potentiel.

---

<sup>4</sup> Sur les 38 pays FAD admissible, cinq seulement ont des taux d'accès à l'électricité de plus de 50 %. Dans au moins 19 pays FAD, une proportion de moins de 25 % de la population a accès à l'électricité.

Graphique 1 : Priorités du Groupe de la Banque et alignement sur les ODD



- 3.8. Le Groupe de la Banque occupe une position unique lui permettant de piloter des partenariats aussi bien à l'échelle régionale qu'à l'échelle internationale pour la transformation de l'agriculture et de l'agro-industrie sur le continent. A travers l'initiative Nourrir l'Afrique, les ressources du FAD-14 seront déployées pour aider à libérer le potentiel des PMR dans l'établissement de liens entre le développement agricole et l'industrialisation. La libération du potentiel de l'agriculture et l'élimination de l'insécurité alimentaire nécessiteront des interventions multisectorielles viables (telles que les interventions ciblant le développement des infrastructures, le recours intensif à la mécanisation et aux intrants agricoles, l'élargissement de l'accès au crédit, l'amélioration des régimes fonciers et l'accroissement de l'efficacité dans l'utilisation des ressources en eau), ainsi qu'une approche intégrée des chaînes de valeur mettant l'accent voulu sur l'agriculture tenant compte du climat. Le Fonds œuvrera de concert avec d'autres acteurs à la promotion, s'il y a lieu, de l'aménagement de zones agro-industrielles à même de promouvoir des produits à valeur ajoutée. Les ressources du FAD-14 seront également investies dans les infrastructures régionales et le renforcement du dialogue sur les politiques en vue d'éliminer les barrières entravant le commerce et, partant, d'aider à réduire la volatilité des prix et l'insécurité alimentaire.
- 3.9. Toutes ces initiatives sont conformes au Plan d'action de Dakar pour la transformation de l'agriculture africaine, récemment adopté, ainsi qu'aux principaux programmes existants tels que le Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA).

#### *Industrialiser l'Afrique*

- 3.10. En tant que principal exportateur de produits de base, le continent africain est à la base de cette chaîne de valeur mondiale. Les pays FAD sont confrontés au problème des contraintes structurelles et à celui de l'instabilité politique, ce qui met en péril la diversification et la transformation économiques pilotées par le secteur privé. C'est la raison pour laquelle la plupart des pays FAD ne réussissent pas à créer les emplois nécessaires pour absorber le grand nombre de jeunes du continent, amenant ainsi des centaines de milliers d'entre eux à émigrer chaque année hors du continent.
- 3.11. Afin de libérer leur plein potentiel, les pays africains doivent tirer conjointement parti des opportunités d'investissement pilotées par le secteur privé pour parvenir à la transformation industrielle. Pour tirer parti des produits de base d'Afrique aux fins de promotion de l'industrialisation, il est nécessaire d'apporter une valeur ajoutée aux produits tant immatériels que matériels, tout en établissant des liens avec le secteur des produits de base aussi bien en amont qu'en aval.
- 3.12. Conformément à la Stratégie du Groupe de la Banque pour le secteur privé, le FAD-14 ciblera le renforcement des capacités des producteurs africains et notamment des industries manufacturières et autres industries connexes. Il appuiera également le développement des PME, l'aménagement de zones économiques spéciales et l'établissement de partenariats public-privé, en tant que moyens d'attirer des ressources pour le financement du processus d'industrialisation dans les pays FAD.

#### *Intégrer l'Afrique*

- 3.13. L'intégration des économies africaines est la clé pour promouvoir la compétitivité et la croissance. Toutefois, l'intégration régionale sur le continent demeure limitée en raison de problèmes liés aux cadres politiques, réglementaires, institutionnels et infrastructurels. Pour s'attaquer à ces problèmes, il est nécessaire de promouvoir le commerce régional des services infrastructurels, en particulier dans les secteurs de l'énergie, des transports, des eaux transfrontalières et des TIC. D'autres initiatives pourraient cibler le renforcement des faibles capacités des organisations régionales dans les domaines de la planification et de la coordination, tout en œuvrant à l'appropriation des programmes et des décisions à l'échelle régionale et en attirant les investissements nécessaires. Le niveau limité du commerce intra-africain<sup>5</sup> demeure une source de préoccupation. Le rôle du secteur privé est en-dessous des

---

<sup>5</sup> Le commerce intra-africain est du plus faible niveau au monde, avec une proportion d'environ 15 %, contre 54 % pour le libre-commerce en Amérique du Nord, 70 % au sein de l'Union européenne (UE) et 51 % dans les pays asiatiques.

attentes non seulement en tant que source de financements, mais aussi en tant que fournisseur de perspectives innovantes concernant les politiques et stratégies nécessaires pour renforcer les capacités productives de la région et son industrialisation.

- 3.14. La Politique et stratégie du Groupe de la Banque en matière d'intégration régionale pour la période 2014-2023 reconnaît les opportunités offertes par l'intégration régionale pour booster les infrastructures, le commerce, l'industrialisation et la circulation des personnes, au regard des ressources humaines et naturelles substantielles disponibles mais inégalement réparties, ainsi qu'au regard de la taille limitée et de la fragmentation des marchés. Le Groupe de la Banque continue de piloter plusieurs initiatives continentales ciblant les infrastructures tant matérielles qu'immatérielles (à l'instar des politiques et instruments de facilitation du commerce et des services). Au nombre de ces initiatives, l'on pourrait citer les suivantes : i) la Zone continentale de libre-échange ; ii) le Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) ; iii) le Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA) ; iv) le Sahel ; v) la Corne de l'Afrique ; et vi) la Promotion de l'agenda pour booster le commerce intra-africain.
- 3.15. Le FAD-14 s'appuiera sur les acquis des cycles antérieurs du FAD de manière à intégrer les marchés du continent, à créer des chaînes de valeur régionales et à promouvoir les complémentarités. En plus d'investir dans les priorités du PIDA, le Fonds continuera à appuyer l'intégration des marchés des capitaux et des marchés financiers régionaux, tout en renforçant les capacités des communautés économiques régionales (CER) et des autorités nationales à éliminer les barrières non tarifaires entravant le commerce.

#### *Améliorer la qualité de vie des Africains*

- 3.16. En dépit des taux élevés de croissance économique, les pays FAD sont encore confrontés à des taux substantiels de pauvreté généralisée et d'inégalités sexospécifiques. Les marchés du travail sont caractérisés par des pénuries de capital humain compétent et l'abondance de la main-d'œuvre non qualifiée qui se limite à des activités informelles et de subsistance. L'emploi et le sous-emploi, en particulier chez les jeunes dont le nombre ne cesse d'augmenter, dépasse déjà la barre de 400 millions sur le continent, constituent une menace pour la cohésion sociale et le développement inclusif. A cela s'ajoutent les effets combinés de l'accès limité aux services de base (tels que les services d'éducation, de santé et d'approvisionnement en eau et d'assainissement), ainsi que les faibles niveaux de pénétration des technologies, ce qui a une incidence sur la capacité du continent à traduire la croissance économique en prospérité et en amélioration de la qualité de vie.
- 3.17. Conformément à la Stratégie décennale et à la Stratégie du Groupe de la Banque pour le capital humain sur la période 2014-2018, le FAD appuiera le développement humain dans toutes ses dimensions essentielles, y compris l'éducation, la santé et la nutrition, entre autres. Il maintiendra le ciblage des interventions pour appuyer le développement des compétences et des technologies en vue de promouvoir la productivité de la main-d'œuvre et la compétitivité économique dans le cadre de l'agenda de promotion d'une croissance à la fois inclusive et verte. Guidée par les impératifs de sélectivité, d'alignement, d'harmonisation, de partenariats et de réseaux mondiaux ainsi que par l'accent mis sur les résultats, l'initiative «Améliorer la qualité de vie des Africains» sera mise en œuvre à travers la collaboration intersectorielle à l'interne et avec les autres partenaires. Au titre de cette initiative, des interventions seront conçues en tenant compte du contexte des pays se trouvant dans des situations de fragilité ainsi que des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire.
- 3.18. La performance effective au titre de cette priorité permet de s'assurer que la croissance démographique sur le continent se traduit par des dividendes significatifs sur le plan économique, ce qui passera par une approche catalytique permettant à la Banque de:
- continuer à investir dans l'élargissement de l'accès à l'eau et à l'assainissement ainsi qu'aux systèmes de santé, afin de renforcer la résilience des pays les plus vulnérables à des pandémies telles que la récente flambée de la maladie à virus Ebola ;
  - focaliser l'attention sur le perfectionnement des compétences requises dans plusieurs secteurs et appuyer les investissements dans le perfectionnement des compétences et des technologies pour s'attaquer au problème des inadéquations sur le marché de l'emploi ; et

- lancer de multiples initiatives pour soutenir la création d'emplois sur le continent dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et des services, y compris le lancement de l'«Initiative pour l'emploi des jeunes en Afrique» en vue d'accroître les opportunités de création d'emplois et d'entreprises pour les Africains de la tranche d'âge de 15 à 35 ans, contribuant ainsi à réduire la pauvreté sur le continent et à atténuer les facteurs poussant à l'émigration hors du continent.
- 3.19. Tel que cela est le cas pour chacune des cinq priorités, l'amélioration de la qualité de vie des Africains passe par des investissements allant au-delà des capacités des budgets du secteur public. Pour promouvoir la création et le maintien d'emplois de qualité, il faut des investissements et des capacités opérationnelles du secteur privé concourant à la création de valeur, à la productivité, à la promotion de l'emploi dans le secteur formel et à des gains commerciaux positifs, y compris à travers le commerce régional, d'où la nécessité pour le FAD de mettre à l'échelle ses capacités à travailler aussi bien avec le secteur privé qu'avec le secteur public, afin d'intensifier les investissements privés dans les pays à faible revenu, et notamment dans les pays en transition.

### **Domaines transversaux**

- 3.20. Tout en focalisant les investissements sur les cinq objectifs prioritaires susmentionnés, le FAD-14 continuera à appuyer les interventions axées sur les résultats et visant à s'attaquer aux problèmes structurels à plus long terme recensés dans la Stratégie décennale, y compris les pays dans les situations de fragilité, l'amélioration de la gouvernance financière dans le secteur public, la promotion de l'autonomisation des femmes et la prise en compte de la problématique hommes-femmes, ainsi que l'appui aux communautés pour les aider à s'adapter aux changements climatiques. Les Conseils d'administration du Groupe de la Banque ont déjà approuvé des stratégies et/ou politiques pour chacun de ces domaines transversaux qui sont désormais consacrés en tant que priorités opérationnelles institutionnelles. A l'avenir, la direction veillera à ce que le cadre révisé de gestion des résultats pour chacun des domaines transversaux soit affiné davantage.

### *Fragilité*

- 3.21. La Banque pilote l'élaboration des réponses à la fragilité sur les plans des politiques et des financements. Son approche reconnaît que la fragilité est contagieuse, souvent imprévisible et encline à ignorer les frontières tant politiques que géographiques. La Banque aborde la question de la fragilité en tant que risque multidimensionnel pour une meilleure maîtrise des enjeux et des acteurs dans un pays donné ou une région donnée, en appliquant un «prisme d'analyse de la fragilité» pour guider son engagement stratégique et opérationnel. Elle a également adopté une approche intégrée permettant d'utiliser tous les instruments disponibles de la Banque, y compris le guichet BAD, le guichet FAD, le guichet FSN, le guichet des opérations régionales et notamment la Facilité d'appui à la transition (FAT), pour faire face au spectre des situations de fragilité.
- 3.22. Dans la mise en œuvre des opérations ciblant les cinq domaines prioritaires, le FAD-14 continuera de privilégier les interventions à l'épreuve de la fragilité. Dans les situations de fragilité, le développement de l'agriculture offre également des perspectives réalistes de création d'emplois à une large échelle. Les chaînes de valeur fondées sur l'agriculture peuvent en effet contribuer à renforcer les relations entre différents groupes de la société, ce qui revêt une importance cruciale dans les contextes où la confiance et la cohésion sociale sont d'un niveau faible. Dans le même esprit, le développement du secteur privé, à la faveur de l'élargissement de l'accès à l'énergie et de la promotion de l'industrialisation, constitue une étape importante dans la transition hors de la fragilité ainsi que dans les mesures prises pour éviter de revenir à une situation de conflit. La fragilité a également une dimension régionale, dans la mesure où bon nombre de facteurs de fragilité, y compris la rareté des ressources en eau, les changements climatiques et d'autres pertes sur le plan environnemental revêtent un caractère régional. Au regard de la rareté des ressources, l'amélioration de la qualité de vie des Africains dans les situations de fragilité passera par des approches spécifiques combinant des réponses d'urgence, le cas échéant (comme lors de la crise de l'Ebola) et des interventions à moyen et long termes en vue de garantir l'efficacité et la légitimité des institutions capables d'assurer la prestation des services de base.

### *Gouvernance*

- 3.23. En réponse aux demandes de l'Afrique pour l'amélioration de la gouvernance et des services de base, le Fonds continuera d'aider les institutions appuyant l'inclusion et œuvrant à la promotion de la responsabilisation. Tel qu'indiqué dans le Plan d'action du Groupe de la Banque pour la gouvernance (GAP II), un accent particulier sera mis sur l'amélioration de la gestion des finances publiques, la décentralisation budgétaire effective et l'intensification de la mobilisation des ressources intérieures.
- 3.24. Des progrès ont certes été réalisés dans la mobilisation des ressources intérieures<sup>6</sup>, mais il reste encore beaucoup à faire pour que l'Afrique puisse utiliser ses propres ressources en appui à une croissance soutenue concourant à la transformation, tout en évitant le surendettement. A cette fin, il faudra un cadre de gouvernance solide pour garantir une utilisation efficace des ressources et, ce, conformément aux demandes et aux attentes des populations africaines. La gouvernance revêt également une importance cruciale pour garantir la viabilité de la dette des pays et une meilleure utilisation des ressources mobilisées sur les marchés financiers et auprès d'autres sources de financement.
- 3.25. Pour mettre en œuvre les cinq domaines prioritaires, il faudra renforcer les capacités nationales et mobiliser des ressources financières substantielles. D'importantes réformes ciblant la gouvernance et les cadres juridiques et réglementaires sont également nécessaires pour rendre plus propice le climat des affaires, de manière à favoriser la participation du secteur privé au financement du secteur de l'énergie, par exemple. Il faudra également au préalable s'assurer que les accords commerciaux régionaux font l'objet d'une pleine appropriation et d'une pleine mise en œuvre au niveau national. Au regard de ce qui précède, le FAD-14 continuera à renforcer les interventions ciblant la gouvernance et à intégrer la gouvernance dans toutes ses priorités stratégiques, tout en faisant de la gouvernance une question transversale aussi bien dans les opérations de prêt que dans les opérations hors-prêt.

#### *Dimension genre*

- 3.26. L'investissement dans la promotion de l'égalité hommes-femmes est indispensable pour la transformation de l'Afrique et la réalisation des ODD. L'Afrique ne peut parvenir à une croissance durable et inclusive sans prendre en compte la dimension genre. Le renforcement des capacités des femmes et des filles et l'accroissement des opportunités qui leur sont offertes sont au centre de la Stratégie décennale du Groupe de la Banque. Le FAD-14 veillera à ce qu'un grand accent soit mis sur la dimension genre et les résultats à cet égard dans tous les projets et toutes les opérations. L'approche à suivre à cette fin se présente comme suit :
- Garantir l'accès des femmes à l'énergie, avec un accent particulier sur les solutions de cuisson propre et les énergies renouvelables.
  - Mettre la finance au service des femmes pour permettre aux femmes chefs d'entreprises d'avoir accès à des ressources productives et financières, de tirer parti des chaînes de valeur mondiales et de participer au développement industriel.
  - Veiller à ce que les interventions de la Banque accordent la priorité aux petites exploitantes agricoles dans tous les projets et/ou programmes ciblant l'agriculture. Appuyer les femmes propriétaires de moyennes entreprises dans leurs efforts pour remonter la chaîne de valeur en vue d'atteindre le niveau de la transformation des produits agricoles.
  - Investir dans l'éducation des femmes et des filles afin de renforcer les capacités et d'encourager l'entrepreneuriat pour finalement améliorer la qualité de vie.
- 3.27. Le succès de l'alignement de la Stratégie du Groupe de la Banque en matière de genre sur les cinq domaines prioritaires passera par la mise en œuvre du programme «Action positive dans le domaine de la finance pour les femmes en Afrique» (FAWA), qui est une facilité de financement visant à libérer le potentiel économique des femmes.

---

<sup>6</sup> Le document intitulé «Perspectives économiques pour les pays FAD», préparé pour la première réunion sur la quatorzième reconstitution des ressources du Fonds africain de développement, fournit de plus amples informations sur la mobilisation des ressources intérieures.

## Changements climatiques

- 3.28. Dans le cadre des efforts des banques multilatérales de développement (BMD) visant à se conformer à l'agenda de la COP21, le Groupe de la Banque a pris l'engagement de tripler ses financements climatiques pour passer à 5 milliards d'USD par an au plus tard en 2020, soit 40 % du montant total des approbations, dans tous les secteurs clés. Un important volet de la mise en œuvre de cet agenda portera sur les interventions du FAD-14 visant à attirer des financements additionnels auprès de sources tant publiques que privées et à renforcer les capacités de ses PMR à avoir accès aux financements climatiques à l'échelle mondiale et à honorer leurs engagements en matière d'adaptation et d'atténuation. En dehors de la mobilisation des financements climatiques, il s'agira aussi de veiller à l'effectivité des contributions prévues déterminées au niveau national ainsi que du Partenariat pour la croissance verte et inclusive. La Banque procède actuellement à l'alignement de ses cinq domaines prioritaires sur l'Accord de Paris, le Nouveau Pacte pour l'énergie en Afrique et l'Initiative africaine de développement des énergies renouvelables, qu'abritera la Banque.

## 4. Le Groupe de la Banque au centre de la transformation de l'Afrique

### ***Engagement du Groupe de la Banque dans l'appui aux PMR***

- 4.1. En tant qu'institution de financement digne de confiance sur le continent<sup>7</sup>, le Groupe de la Banque joue un rôle important dans l'articulation des vues et mesures vers une vision et une compréhension communes des problèmes de développement de l'Afrique, notamment dans les pays à faible revenu se trouvant dans des situations de fragilité. La Banque a démontré sa position en utilisant son pouvoir de mobilisation pour devenir la voix de l'Afrique. A titre d'exemple, l'engagement de la Banque avant et pendant la récente COP21 à Paris a été déterminant dans la communication de la position de l'Afrique et des messages cruciaux sur les effets des changements climatiques en Afrique. Lors de la réunion annuelle du Forum économique mondial de 2016, la Banque a lancé le «Nouveau Pacte pour l'énergie en Afrique», qui fixe la cible ambitieuse de l'accès universel à l'énergie en Afrique subsaharienne à l'horizon 2025. La Banque est également un acteur clé de l'Agenda pour la transformation de l'agriculture africaine, qui a été lancé à la fin de 2015 à Dakar.
- 4.2. L'on reconnaît de plus en plus que la réalisation des ODD ne saurait dépendre uniquement de l'aide publique au développement (APD) et qu'il faudra de plus en plus recourir à cette fin à la mobilisation des ressources intérieures ainsi que des financements privés. Le défi à relever à cet égard consiste à opérer un changement d'approche et à adapter les structures et modèles actuels de financement et d'investissement pour mobiliser et attirer des financements, à travers une APD améliorée et plus intelligente en vue de la réalisation des ODD. En plus du cadre actuel d'allocation des ressources du FAD (allocation basée sur la performance, Facilité d'appui à la transition et enveloppe des opérations régionales), la Banque et le Fonds mettent actuellement à l'échelle l'utilisation de mécanismes de financement innovants, y compris des instruments d'atténuation des risques, afin d'attirer des financements du secteur privé.<sup>8</sup>
- 4.3. Dans la même veine, les facilités de syndication et de cofinancement, ainsi que les partenariats avec les donateurs et les financiers commerciaux, s'inscrivent intégralement dans le cadre des efforts du Groupe de la Banque visant à mobiliser des ressources additionnelles auprès de sources extérieures.<sup>9</sup> La Banque recourt également à des instruments de financement spécialisés tels que le Fonds pour les énergies durables en Afrique (SEFA) et la Facilité d'investissement UE-Afrique. Une politique de crédit révisée a permis de diversifier les

<sup>7</sup> L'étude portant sur la clientèle et les parties prenantes de la Banque, conduite en 2013 par le cabinet *Woods and Martin*, a établi que la Banque est le partenaire préféré pour pratiquement 100 % des parties prenantes gouvernementales en Afrique et pour 84 % de toutes les autres parties prenantes africaines, y compris toutes les agences bilatérales et multilatérales finançant le développement de l'Afrique. La Banque est également considérée comme une institution responsable et transparente, occupant le 7<sup>ème</sup> rang sur 30 institutions de développement selon «Publiez ce que vous financez – Campagne mondiale pour la transparence de l'aide».

<sup>8</sup> Il s'agit, par exemple, des instruments suivants: les garanties partielles de crédit ; les accords de participation aux risques ; les garanties partielles des risques ; et la Facilité de rehaussement de crédit en faveur du secteur privé).

<sup>9</sup> Par exemple auprès de l'*Africa Growing Together Trust Fund* (AGTF); du Fonds africain de garantie (AGF); de l'Initiative d'évaluation des entreprises féminines à fort potentiel de croissance (GOWE).

produits de la Banque et de répondre de manière proactive aux besoins des pays FAD en matière de financement des projets sur les ressources non concessionnelles du guichet souverain BAD. La Banque a également lancé le fonds *Africa50* pour réduire de manière significative le déficit de financement des infrastructures en Afrique. Afin d'améliorer son bilan et de réduire la concentration, la Banque, en partenariat avec la Banque interaméricaine de développement et la Banque mondiale, a mis en œuvre une initiative innovante d'échange d'expositions aux risques.

- 4.4. Dans le cadre de la quatorzième reconstitution des ressources du FAD, la Banque introduit également des innovations dans les modalités des contributions des donateurs au FAD, y compris des prêts concessionnels des donateurs, des crédits de soudure et un mécanisme d'aide en intérêts en vue d'augmenter les ressources disponibles pour les pays FAD (voir document sur le financement innovant pour le FAD-14).

### ***Réalisations au titre du FAD-11, du FAD-12 et du FAD-13***

- 4.5. Le FAD affiche une solide performance dans l'obtention de résultats et constitue un partenaire efficace pour aider les pays africains pauvres à réaliser leurs objectifs de développement à long terme. Le FAD a également été à l'avant-garde des efforts de conception des modalités et cadres des résultats pour le suivi et l'évaluation de l'impact de ses efforts. Il continue de renforcer l'accent mis sur les résultats en vue de promouvoir l'efficacité et la responsabilisation. La dynamique en faveur des résultats constitue un volet à part entière de l'approche du Groupe de la Banque fondée sur des bases factuelles pour la gestion de ses opérations FAD, approche reposant notamment sur un département de l'assurance de la qualité et des résultats, ainsi que sur une fonction d'évaluation indépendante et un bureau de gestion de la prestation et de la performance.
- 4.6. Sur la période de 2008 à 2015, la mise en œuvre des opérations du FAD a enregistré des résultats significatifs. Les opérations du FAD ont en effet atteint 90 % ou plus de leurs objectifs en matière de développement, au regard de 35 indicateurs sur 47, tel que cela ressort de l'annexe 2<sup>10</sup>. Au titre des opérations achevées au cours de cette période, le FAD a pu transformer la vie de millions d'Africains, à la faveur de l'amélioration de l'accès à des infrastructures et services sociaux de meilleure qualité (graphique 2 et annexe 3). Par ailleurs, au cours de la même période, le FAD a œuvré à la promotion d'un environnement propice pour les entreprises et a contribué à l'amélioration de la transparence et de la gouvernance, à travers le renforcement des systèmes de gestion des finances publiques et de passation des marchés. L'annexe 4 présente succinctement plusieurs opérations en cours du FAD à même de contribuer à la réalisation de résultats à court et moyen termes dans les pays à faible revenu.

### ***Mise à l'échelle des résultats au cours de la période du FAD-14***

- 4.7. La quatorzième reconstitution des ressources du Fonds africain de développement intervient dans un environnement en évolution rapide et complexe. D'un côté, de nouveaux objectifs ont été fixés en matière de développement. Des enjeux mondiaux tels que les changements climatiques, les migrations et l'insécurité nécessitent des réponses rapides et innovantes de la part des BMD et de la Banque en particulier. D'un autre côté, les donateurs habituels font face à des pressions budgétaires, tandis que les donateurs émergents sont confrontés à un ralentissement de leurs économies.
- 4.8. La mise en œuvre progressive de la Stratégie décennale au cours de la période du FAD-14 et au-delà, avec un accent particulier sur les cinq domaines prioritaires, nécessitera des ressources substantielles et des efforts soutenus au titre des programmes et initiatives (annexe 5), ainsi que la poursuite du dialogue sur les politiques et l'appui au renforcement des capacités. La direction élabore actuellement des objectifs et cibles spécifiques pour chacun des cinq grands domaines prioritaires, tel qu'indiqué succinctement au graphique 3. En se basant sur l'établissement préliminaire des coûts, à confirmer à l'issue des discussions avec les Conseils d'administration et les principales parties prenantes, la direction estime qu'au niveau continental, la réalisation des objectifs visés dans les cinq grands domaines prioritaires nécessitera près de 180 milliards d'USD sur une période de 10 ans. Ce niveau

---

<sup>10</sup> Tel qu'indiqué au niveau 2 du Cadre de gestion des résultats.

d'investissement est conforme à la norme de 200 milliards d'USD par an pour la réalisation des ODD sur le continent africain à l'horizon 2030. La mise à l'échelle des contributions se reflètera progressivement dans la réserve indicative glissante des opérations qui est guidée par les documents de stratégie pays et préparée en étroite collaboration avec les responsables gouvernementaux.

**Graphique 2 : Résultats du Fonds africains de développement sur la période 2008-2015**



Graphique 3 : Les cinq domaines prioritaires à l'horizon 2025



- 4.9. Afin de garantir l'obtention effective des résultats concernant ces priorités stratégiques et la durabilité de ces résultats, le Groupe de la Banque s'appuiera sur les enseignements tirés et les réalisations obtenues dans les domaines suivants : i) l'optimisation des ressources, y compris l'utilisation de nouveaux instruments de prêt conçus de manière à subordonner les décaissements aux résultats obtenus ; ii) la décentralisation, en recourant à un modèle de décentralisation au titre duquel les bureaux deviennent des centres de développement et de mise en œuvre des opérations ; iii) la réponse aux situations de fragilité et d'urgence, à travers l'utilisation progressive de tous les instruments et de toutes les ressources disponibles selon une approche intégrée, y compris le recours aux montants pré-affectés du FAD ; et iv) la satisfaction accrue des besoins des clients, à travers les efforts concertés de croissance du portefeuille et d'amélioration des taux de décaissement<sup>11</sup>. Un nouvel instrument de prêt axé sur les résultats se trouve actuellement à un stade avancé d'élaboration et est conçu pour renforcer l'accent mis sur l'accélération des efforts et la réalisation effective des résultats. Le récent amendement portant sur la conception, la mise en œuvre et l'annulation des opérations souveraines du Groupe de la Banque vise à améliorer le taux de décaissement, en ramenant de 12 à 6 mois le délai entre la date d'approbation du financement et celle du premier décaissement<sup>12</sup>.
- 4.10. La direction, en consultation avec les Conseils d'administration, réexamine actuellement son modèle institutionnel pour la période du FAD-14. Au nombre des domaines d'intérêt particulier, l'on pourrait citer l'accent mis sur les clients, le développement des entreprises, l'optimisation des ressources, les services institutionnels et la mise en œuvre du cadre budgétaire. La direction prête également une étroite attention à la mise en œuvre des diverses recommandations formulées par le Département de l'évaluation indépendante du développement (IDEV) concernant les opérations du FAD, y compris le plus grand accent à mettre sur l'obtention des réalisations et des résultats visés en matière de développement.

## 5. Conclusion

- 5.1. La quatorzième reconstitution des ressources du Fonds africain de développement intervient à un moment crucial. En effet, des opportunités réelles s'offrent aux pays FAD, même s'il subsiste d'importants défis à relever. La réalisation des ODD passera par la conjugaison des efforts des BMD dans la mobilisation des ressources, de façon à passer «des milliards à des milliers de milliards». Les besoins financiers significatifs des pays FAD sont liés à la nécessité d'une approche adaptée et de solutions innovantes face aux situations de fragilité, ainsi qu'à l'impératif de transformer la croissance en emplois, tout comme la pauvreté en prospérité.
- 5.2. Le Fonds est bien placé pour canaliser les ressources destinées au développement de manière à répondre aux besoins pressants des pays les plus nécessiteux d'Afrique. En interne, le Fonds utilisera tous les instruments à sa disposition, tout en tirant parti de sa légitimité et de sa cote en tant que la plus importante institution de financement concessionnelle œuvrant uniquement en faveur de ses clients. En externe, le Fonds se fera le champion des diverses initiatives de développement sur le continent, en se basant sur la solide Stratégie décennale du Groupe de la Banque, et notamment sur ses cinq grands domaines prioritaires.
- 5.3. Bien que le reclassement des pays FAD se soit accéléré au cours des cinq dernières années, plus de deux tiers des pays africains continuent de dépendre dans une large mesure des ressources du FAD. Avec le ferme appui de ses donateurs, la direction entend mettre à l'échelle les résultats au titre du FAD-14.
- 5.4. Le FAD souhaite obtenir les points de vue des Plénipotentiaires sur les principales orientations du présent document.

---

<sup>11</sup> Le taux de décaissement des opérations de la Banque dans les pays FAD s'est établi à 18 % par an sur la période de 2009 à 2014.

<sup>12</sup> Directive présidentielle N° 02/2015 (du 4 novembre 2015).

## Annexe 1 : Mise à l'échelle des réalisations de la Stratégie décennale dans les cinq domaines prioritaires – Feuille de route

Domaine prioritaire	Repère	2015				2016				
		Sep.	Oct.	Nov.	Déc.	Jan.	Fév.	Mar.	Avr.	Mai
<b>Eclairer l'Afrique et l'alimenter en électricité</b>	Réunion consultative de haut niveau des différents acteurs - Abidjan	x								
	Analyses – Rapport préliminaire et projet de rapport			x			x			
	Présentation aux membres des Conseils – Nouveau Pacte pour l'énergie en Afrique				x					
	Lancement du Partenariat transformateur sur l'énergie au Forum économique mondial de Davos					x				
	Présentation des analyses aux membres des Conseils								x	x
<b>Nourrir l'Afrique</b>	Conférence de haut niveau sur la transformation de l'agriculture africaine – Dakar		x							
	Consultations avec les acteurs externes (Union africaine et autres)					x				
	Présentation aux membres des Conseils – Projet de rapport sur l'Agenda pour la transformation de l'Afrique							x		
	Rapport final de l'Agenda pour la transformation de l'Afrique							x		
	Lancement de l'Agenda pour la transformation de l'Afrique lors des Assemblées annuelles									x
<b>Intégrer l'Afrique</b>	Mise en œuvre de la Politique et de la Stratégie en matière d'intégration régionale pour la période 2014-2023									
<b>Industrialiser l'Afrique</b>	Consultations internes et externes	x	x	x	x					
	Discussions initiales au niveau des Conseils				x					
	Consultations avec les pays et les donateurs (ONUDI, CEA et autres)					x	x			
	Avant-projet de l'Initiative pour l'industrialisation de l'Afrique							x		
	Discussions avec SMCC							x		
<b>Améliorer la qualité de vie des Africains</b>	Présentation aux Conseils								x	x
	Consultations avec les pays et les donateurs (y compris l'UE et l'UA)/ consultations sur l'engagement des jeunes			x	x	x	x	x	x	x
	Analyses sur les initiatives de création d'emplois – Rapport préliminaire			x						
	Analyses – Rapport final							x		
	Engagements des PMR en faveur des initiatives de création d'emplois							x	x	x
	Présentation aux Conseils									x
	Lancement de l'Initiative lors des Assemblées annuelles									x

## Annexe 2 : Contribution du Groupe de la Banque au développement des pays FAD – Indicateurs du niveau 2 du Cadre de gestion des résultats

Le tableau ci-après présente la contribution de la Banque au développement, à travers ses opérations dans les pays FAD. La performance de la Banque est mesurée en comparant les réalisations attendues et les réalisations effectives pour toutes les opérations achevées:

● Les opérations de la Banque ont atteint 95 % ou plus de leurs cibles<sup>1</sup> ● Les opérations de la Banque ont atteint entre 60 % et 94 % de leurs cibles.

● Les opérations de la Banque ont atteint moins de 60 % de leurs cibles ● Les données ne sont pas disponibles pour mesurer la performance.

DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES	2008-2015			2016-2018
	Attentes	Réalisations	Taux	Attentes
□ Transports-Routes construites, réhabilitées ou entretenues (km)	26 650	22 360	84 %	19 430
□ Transports-Personnes formées à la sécurité routière, etc.	4 403 030	4 470 460	102 %	1 120 970
□ Transports-Personnes ayant un meilleur accès au transport	49 905	49 162 990	99 %	34 177 260
□ dont le nombre de femmes <sup>2</sup>	540	25 092	99 %	14 899 220
□ Energie-Puissance installée (MW)	650	24 735 980	99 %	2 240
□ dont la part des énergies renouvelables (MW)	93	93	100 %	210
□ Energie-Personne ayant un raccordement nouveau ou amélioré au réseau électrique	-	-	100 %	36 548 840
□ dont le nombre de femmes <sup>2</sup>	3 313 640	3 317 590	100 %	15 180 080
□ Energie- Réduction des émissions de CO <sub>2</sub> (tonnes par an)	1 656 820	1 658 790	100 %	8 020 300
□ Eau-Capacité d'eau potable (m <sup>3</sup> /jour)	71 680	71 680	100 %	2 324 060
□ Eau-Personnes ayant nouvellement accès ou un accès amélioré à l'eau et à l'assainissement	324 540	300 260	93 %	28 317 880
□ dont le nombre de femmes <sup>2</sup>	13 726	13 469 660	98 %	15 516 410
□ TIC-Personnes bénéficiant d'un accès amélioré aux services TIC de base	810	6 702 380	98 %	44 430
□	14 690	13 740	94 %	
<b>INTEGRATION REGIONALE</b>				
□ Transports-Routes transfrontalières construites ou réhabilitées (km)	1 410	1 320	94 %	6 860
□ Energie-Lignes de transport transfrontalières construites ou réhabilitées (km)	490	490	100 %	2 560
<b>DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE</b>				
□ Microcrédits octroyés (nombre)	594 980	454 940	76 %	20 340
□ Clients des établissements de microfinance formés à la gestion des entreprises	307 270	322 850	105 %	34 860
□ Emplois créés	1 112 150	1 144 040	103 %	1 021 430
□ dont le nombre d'emplois pour les femmes <sup>2</sup>	556 080	572 020	103 %	509 430
□ Personnes bénéficiant des projets des entités émettrices et des établissements de microfinance	10 352	10 210 230	99 %	4 047 180
□ dont le nombre de femmes <sup>2</sup>	210	5 119 190	99 %	932 470
□ Agriculture-Terres bénéficiant d'une meilleure gestion de l'eau (ha)	5 187 870	122 850	83 %	202 230
□ Agriculture-Terres dont l'utilisation a été améliorée: terres replantées, reboisées (ha)	147 680	1 601 250	98 %	249 920
□ Agriculture-Populations rurales utilisant des technologies améliorées	1 640 740	3 299 350	181 %	1 325 330
□ Agriculture-Personnes bénéficiant des améliorations introduites dans l'agriculture	1 819 720	43 814	105 %	44 102 360
□ dont le nombre de femmes <sup>2</sup>	720	21 989	105 %	23 195 720
□	130	23 137 020	105 %	
<b>COMPETENCES ET TECHNOLOGIES</b>				
□ Personnes bénéficiant d'une formation professionnelle	97 980	98 000	100 %	541 730
□ dont le nombre de femmes <sup>2</sup>	49 620	49 230	99 %	268 070
□ Salles de classe et installations d'appui à l'éducation construites	7 010	6 160	88 %	680
□ Enseignants et autres membres du personnel de l'éducation recrutés/formés	81 870	69 480	85 %	21 020
□ Personnes bénéficiant d'un meilleur accès à l'éducation	4 299 110	4 020 410	94 %	1 388 030
□ dont le nombre de femmes <sup>2</sup>	2 266 120	2 126 700	94 %	676 770

□ Nombre de centres de santé du premier, du deuxième et du troisième niveau construits, rénovés et/ou équipés	1 840	1 960	107 %	280
□ Personnels de santé formés	44 760	46 770	104 %	26 100
□ Personnes ayant accès à de meilleurs services de santé	78 100 630	64 060 410	82 %	7 195 420
<b>GOUVERNANCE ET RESPONSABILISATION</b>				
□ Pays ayant amélioré la qualité de la gestion budgétaire et financière	24	17	71 %	8
□ Pays ayant amélioré la qualité de l'administration publique	9	8	89 %	1
□ Pays ayant amélioré la transparence, la responsabilisation et la lutte contre la corruption dans le secteur public	23	16	70 %	12
□ Pays ayant amélioré leurs systèmes de passation des marchés	14	6	43 %	8
□ Pays ayant rendu l'environnement plus compétitif	20	9	45 %	13

Source: Banque africaine de développement.

...= données non disponibles; ha = hectares; km = kilomètres; MW = mégawatts; m3 = mètres cubes; PME = petite ou moyenne entreprise; USD = dollar des Etats-Unis; TIC = technologies de l'information et de la communication.

1/ L'indicateur de performance pour la gouvernance s'applique à différents seuils. Compte tenu de la nature et de la portée de l'attribution, les niveaux de feux de circulation sont différents par rapport aux autres indicateurs. Ainsi, le vert signifie 75 % et plus, l'orange entre 50 % et 75 %, et le rouge moins de 50 %.

2/ Les données ventilées par sexe sont tirées d'un sous-ensemble de projets dont on dispose de données, avec des références et les données effectives. Etant donné qu'un plus grand nombre de projets ont commencé à tenir compte de la dimension genre dans leur conception, les données ventilées par sexe devraient devenir de plus en plus fiables et complètes.

### Note méthodologique sur les résultats attendus

La Banque utilise une méthodologie à deux volets pour l'établissement de rapports sur les résultats attendus au niveau des projets et au niveau global.

#### *Au niveau des projets*

Pour établir des rapports sur les résultats attendus à l'échelle de la Banque, la Banque utilise tout d'abord des valeurs cibles au niveau des projets. Une série d'indicateurs mesurant les progrès est disponible dans le cadre logique axé sur les résultats de chaque rapport d'évaluation de projet. Les indicateurs doivent contenir les valeurs de référence et les valeurs cibles pour les résultats attendus, ce qui permet de procéder à des vérifications pour mesurer les changements intervenus dans les indicateurs.

Les valeurs cibles sont des estimations habituellement déterminées sur la base de l'expertise technique disponible, des tendances antérieures et de l'évaluation soignée des réalisations probables. Les cibles fournissent des références pour la mesure de la performance. Elles varient en fonction de l'indicateur pour lequel elles sont fixées ainsi qu'en fonction du niveau de certitude et de prévisibilité de la dimension mesurée.

### *Au niveau global*

La Banque établit des rapports sur les résultats attendus sur une période de trois ans, en se basant sur les valeurs cibles totales figurant dans les rapports d'évaluation des projets, pour ce qui est des indicateurs figurant dans son cadre institutionnel de mesure des résultats. Les résultats attendus figurant dans les rapports constituent la somme de toutes les valeurs cibles des indicateurs spécifiques.

La Banque établit également les rapports sur les résultats en utilisant une approche d'attribution proportionnelle, plutôt qu'une approche axée sur la contribution. C'est dire que la Banque n'établit de rapport que sur sa propre contribution au développement et non sur la contribution totale apportée par d'autres cofinanciers. Les projets de la Banque sont de plus en plus cofinancés par les clients et d'autres partenaires au développement, si bien que l'établissement de rapports sur les résultats globaux pourrait conduire à un double emploi, sans tenir des contributions financières respectives. C'est dire que la Banque ne s'attribuera que la part des résultats découlant de sa part de financement du coût total d'un projet.

### *Exemple illustrant la méthodologie*

Voici comment la Banque établit des rapports sur les résultats attendus d'un projet spécifique:

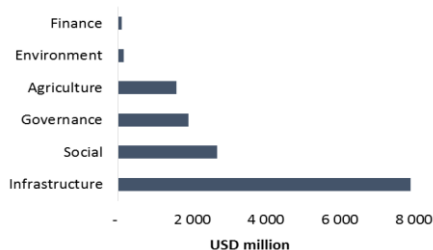
- Intitulé du projet: Sierra Leone – Union du fleuve Mano: Réhabilitation de la route Bo-Bandajuma
- Durée attendue de l'exécution du projet: de 2015 à 2019
- Financement: 6,94 millions d'UC sur les ressources du FAD et 16,9 millions d'UC d'autres sources de financement
- Part du financement du FAD: 41 % du coût total du projet
- Nombre attendu de kilomètres de route réhabilités : 46 km
- Attribution proportionnelle à la Banque: 19 km, soit l'équivalent de 41 % de 46 km

La Banque appliquera la même méthodologie pour tous les projets et procèdera à l'agrégation des valeurs cibles attribuables au titre d'une période spécifique. Les données y afférentes sont intégrées dans les résultats attendus à l'échelle de la Banque.

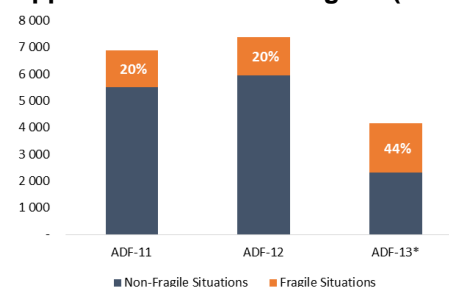
## Annexe 3 : Principales réalisations dans les pays FAD sur la période 2008-2015

La performance du FAD a été remarquable, la valeur du portefeuille des opérations concessionnelles s'établissant à 21,8 milliards d'USD. Pour ce qui est de la répartition sectorielle, les opérations ciblant les infrastructures ont bénéficié de 55 % des ressources du FAD sur la période 2008-2015, avec ensuite le secteur social (19 %), l'appui budgétaire/institutionnel et pour le renforcement des capacités (13 %) et l'agriculture (11 %). Dans l'intervalle, les ressources du FAD allouées aux pays se trouvant dans des situations de fragilité ont considérablement augmenté pour passer de 1,4 milliard d'USD au cours de la période du FAD-11 à 1,8 milliard d'USD pour les deux premières années du cycle du FAD-13.

**Approbations du FAD par secteur (2008-2015)**  
(ABP et FAT)



**Approbations en faveur des Etats fragiles par rapport aux Etats non fragiles (2008-2015)**



\* Approbations pour 2014 et 2015 uniquement.

### Infrastructures

Le Groupe de la Banque est l'un des plus grands financiers du secteur des infrastructures en Afrique. Entre 2008 et 2015, l'allocation d'un montant total de 8 milliards d'USD sur les ressources du FAD a permis à des millions de personnes de tirer parti du développement des infrastructures dans quatre domaines d'une importance cruciale:

- **Energie.** Les ressources du Fonds ont contribué à l'élargissement de l'accès à une énergie fiable et plus propre pour 3,3 millions d'Africains. Les ressources du FAD ont en effet été utilisées pour installer une nouvelle capacité de 93 MW. Entre 2016 et 2018, les ressources du FAD devraient contribuer à la construction, à la réhabilitation ou à l'entretien d'environ 2 240 MW, dont 210 MW sous forme d'énergies renouvelables. Par ailleurs, dans le cadre des activités d'assistance technique et de renforcement des capacités, environ 1 700 Africains ont bénéficié d'une formation à l'entretien des installations énergétiques. Le Fonds joue également un rôle crucial dans la mobilisation des partenaires pour financer des initiatives régionales et continentales dans le secteur de l'énergie, comme dans le cas du Projet d'hydroélectricité d'Inga en République démocratique du Congo<sup>13</sup>.
- **Transports.** Les projets appuyés par le FAD ont permis à environ 49,2 millions de personnes d'avoir un meilleur accès au transport, en plus de contribuer à la construction, à la réhabilitation ou à l'entretien d'environ 22 360 Km de routes. Plus de 14 000 personnes ont été formées ou recrutées pour l'entretien des routes et près de 4,5 millions d'autres ont bénéficié d'une formation à la sécurité routière.
- **Eau et assainissement.** 13,5 millions d'Africains, dont 50 % de femmes, ont nouvellement bénéficié de l'accès à l'eau et à l'assainissement ou d'un meilleur accès à ces services grâce aux ressources du FAD. Environ 32 000 travailleurs ont aussi bénéficié d'une formation à l'entretien des installations d'eau.
- **Télécommunications.** Les interventions appuyées par le FAD ont permis à 13 700 personnes de bénéficier d'un meilleur accès aux services TIC de base. Le FAD finance également l'infrastructure régionale à bande large, à travers des investissements ciblant les circuits d'internet et de téléphone à haute vitesse et de forte capacité.

<sup>13</sup> Un montant de 73 millions d'USD, sur les ressources du FAD, a été utilisé pour appuyer la phase d'aménagement d'un nouveau barrage sur le fleuve Congo, au titre de la contribution au financement de la conception technique, de l'aménagement d'une structure institutionnelle pour gérer l'investissement et de la négociation d'un partenariat public-privé.

## **Développement du secteur privé**

S'agissant de la promotion d'un environnement propice pour les entreprises, les ressources du FAD ont contribué à la création de plus de 1 million d'emplois. Les ressources du FAD ont en effet financé des entreprises de microfinance, au bénéfice de 11,7 millions de personnes au total. Le FAD a accordé 454 940 microcrédits et a permis à des microentreprises de bien utiliser les ressources, fournissant à 323 000 clients de microfinance une formation à la gestion des entreprises.

Après la treizième reconstitution des ressources du FAD, deux instruments d'atténuation et une facilité de rehaussement ont été institués pour les pays FAD admissibles, et ces outils sont maintenant pleinement opérationnels et contribuent à la promotion du développement du secteur privé. La garantie partielle des risques, par exemple, a permis d'atténuer le risque politique dans le programme de privatisation de l'électricité au Nigeria. Au Kenya, cet instrument a contribué à l'élargissement de l'accès à l'énergie renouvelable à un coût plus abordable, à travers la couverture des risques techniques au titre du Projet d'énergie éolienne de Turkana, ainsi qu'à l'atténuation du risque lié aux obligations de livraison pour l'achat d'électricité, en plus de stimuler les obligations en matière d'approvisionnement pour l'exécution du projet d'énergie géothermique de Menengai. La garantie partielle de crédit joue également un important rôle dans la mobilisation des financements commerciaux aussi bien à l'interne qu'à l'externe aux fins de développement. En 2015, le Cameroun a bénéficié d'une garantie partielle de crédit de 500 millions d'EUR à titre de prêt obligataire de 1,5 milliard de dollars, afin de couvrir les obligations gouvernementales en matière de paiement. Quant à la Facilité de rehaussement de crédit en faveur du secteur privé, lancée en 2015, elle a déjà alloué un capital-risque à 15 transactions du secteur privé du guichet BAD, dont plus de 50 % dans des pays fragiles. Cette facilité a également approuvé un certain nombre de projets, y compris des projets de production d'électricité au Kenya, en Côte d'Ivoire et en Sierra Léone, ainsi que des projets ciblant l'agro-industrie et d'autres entreprises industrielles en Ethiopie, en République démocratique du Congo et au Mali.

## **Intégration régionale**

La Banque pilote le programme d'intégration régionale du continent. Toutes les ressources de l'enveloppe des opérations régionales pour le FAD-13 ont été pleinement allouées avant la revue à mi-parcours du FAD-13. Cela a été possible grâce à la mise en œuvre du Cadre de sélection et de priorisation des opérations régionales. Sur la période 2008-2015, plus de 87 projets multinationaux en appui à l'intégration régionale ont été financés dans les pays FAD, à hauteur d'un montant total de 4,2 milliards d'USD, tous secteurs confondus. Le FAD a également appuyé l'intégration régionale à travers la construction ou la réhabilitation de plus de 1 320 km de routes transfrontalières. Au-delà des routes, la cible pour la construction ou la réhabilitation de 490 km de lignes de transport transfrontalières a été atteinte, et il est prévu de construire plus de 2 560 km d'autres lignes au cours de la période de 2016 à 2018. Les ressources des opérations régionales ont également contribué à la réduction des barrières commerciales non tarifaires, à travers l'élaboration et l'harmonisation des cadres juridiques et réglementaires ainsi que la mise en œuvre de mesures de facilitation du commerce telles que les corridors commerciaux (le FAD ayant débloqué 6 millions d'UC pour financer le corridor de Lobito). Ces ressources ont également appuyé un important réseau régional et des installations de formation dans le domaine du développement des infrastructures régionales (comme dans le cas du Réseau africain des centres d'excellence en électricité).

## **Gouvernance et responsabilisation**

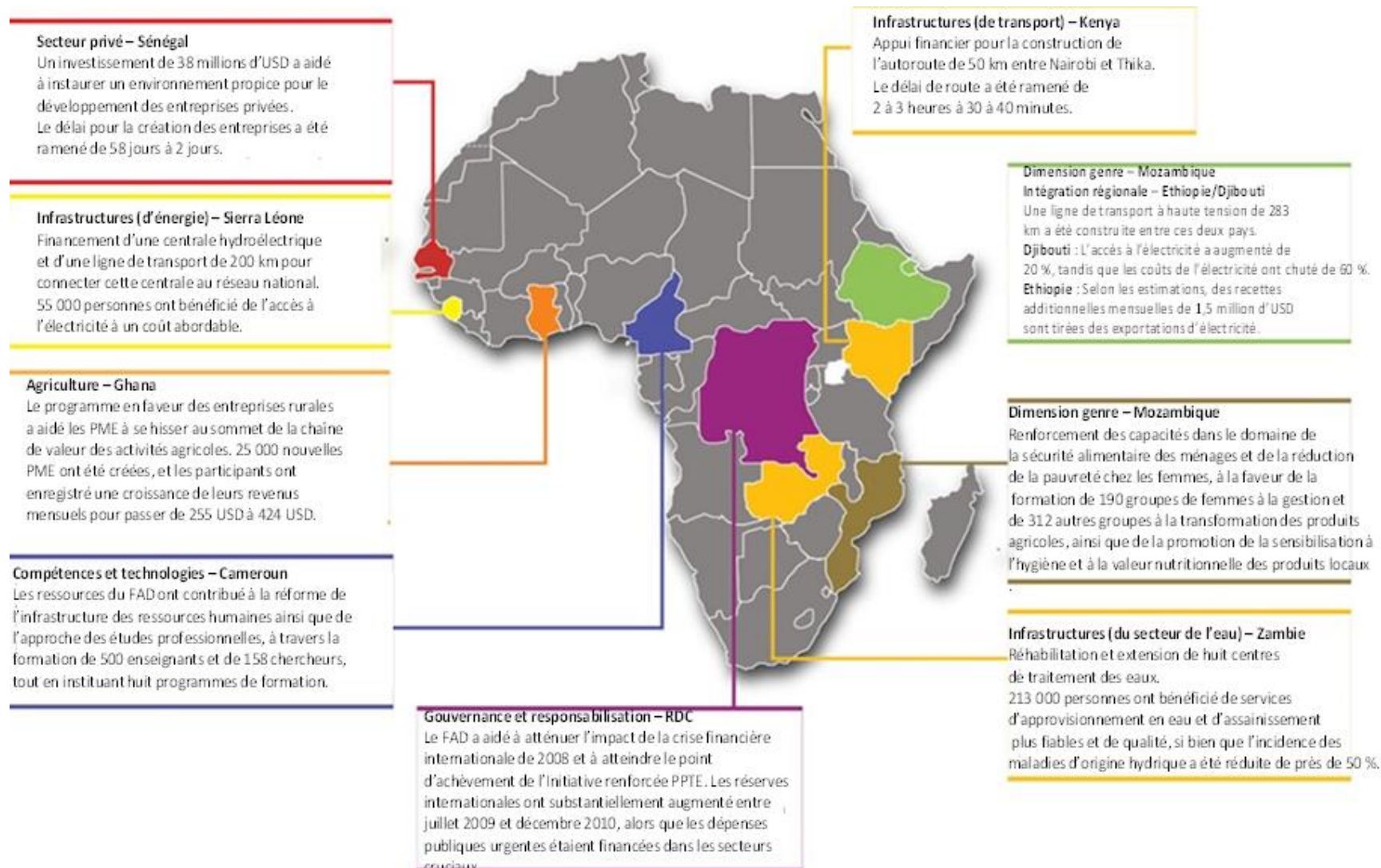
Pour la période 2008-2015, les ressources du FAD ont été allouées aux opérations liées à la gouvernance, à hauteur de 1,9 milliard d'USD. Avec l'appui du FAD, les pays à faible revenu ont réalisé des résultats solides et crédibles pour ce qui est de la qualité de l'administration publique, du climat compétitif des affaires, de la gestion budgétaire et financière, ainsi que de la transparence, de la responsabilisation et de la passation des marchés. A la suite de la crise financière mondiale de 2008, la Banque a réagi rapidement pour fournir un appui d'urgence en vue de combler le déficit budgétaire et de fournir des ressources pour les réformes nécessaires, y compris à travers des stratégies complètes de restructuration de la dette pour les pays se trouvant dans les situations fragiles tels que la République démocratique du Congo.

## **Compétences et prestation de services**

Le Fonds a investi dans les compétences et les technologies jugées fondamentales pour créer des économies dynamiques et innovantes. Dans l'ensemble, les ressources du FAD ciblant les programmes de prestations de services ont permis à 4 millions de personnes d'avoir un meilleur accès à l'éducation et à 64 millions d'autres d'avoir un meilleur accès à des services de santé. A travers la fourniture d'une

formation professionnelle à 98 000 personnes, dont 50 % de femmes, le FAD a aidé à équiper les jeunes des compétences nécessaires pour l'emploi, l'esprit d'entreprise et la génération de revenus. Enfin, 70 000 personnes ont bénéficié d'une formation professionnelle dans le cadre des projets actifs appuyés par le FAD.

**Graphique 4 : Exemple de réalisations dans les pays FAD**



## **Agriculture et sécurité alimentaire**

Le FAD a financé une vaste gamme de projets dans le secteur de l'agriculture, en focalisant l'attention sur les projets ciblant les innovations technologiques et les modèles opérationnels avisés afin d'augmenter la production agricole. Les ressources du Fonds, à hauteur de 1 milliard d'USD sur la période 2008-2015 selon les estimations, ont aidé 3,3 millions de personnes dans les zones rurales à utiliser des technologies améliorées. Par ailleurs, 46 millions de personnes ont tiré parti des pratiques agricoles améliorées. L'appui du FAD a aussi contribué à l'amélioration de la gestion de l'eau sur une superficie de 123 000 ha ainsi qu'au reboisement de 1,6 million d'hectares de terrain. En plus de l'investissement dans les projets liés aux innovations et aux technologies, les ressources du FAD ont appuyé la construction de plusieurs infrastructures agricoles (telles que les infrastructures d'irrigation, de stockage, de transformation des produits agricoles, de conservation, etc., ainsi que les routes rurales).

## **Promotion de l'égalité hommes-femmes**

Depuis 2014, la conception de 89 % des nouveaux documents de stratégie pays (DSP) et de 91 % de nouveaux projets tient compte de la dimension genre. A titre de comparaison, en 2009, une proportion de 61 % seulement des nouveaux projets et DSP avait au moins un indicateur lié au genre. L'adoption de la Stratégie en matière de genre et le lancement du tout premier Indice de l'égalité hommes-femmes en Afrique ont contribué à la promotion de l'agenda du genre, à travers le plaidoyer et les partenariats ainsi que la supervision de la mise en œuvre de cette stratégie. Au nombre des nouvelles initiatives phares, l'on pourrait citer les suivantes : i) un fonds pour appuyer les petites et moyennes entreprises affichant un grand potentiel de croissance et dirigées ou gérées par des femmes ; ii) un fonds d'investissement social en faveur de la lutte contre la maladie à virus Ebola, avec une contribution de 40,8 millions d'USD pour aider des femmes ayant subi de graves effets socioéconomiques, du fait de cette épidémie ; et iii) une plateforme interactive pour relier 50 millions de femmes entrepreneurs, contribuant ainsi à promouvoir davantage l'inclusion financière et à approfondir l'écosystème. Il ressort d'une analyse des données ventilées par sexe des opérations de la Banque sur une période de trois ans (2012-2014) que, dans l'ensemble, les projets FAD ont bénéficié équitablement aux femmes, par rapport aux hommes. Dans les secteurs tels que ceux de l'énergie, de la santé, des transports, de l'eau et de la formation professionnelle, au moins 50 % des bénéficiaires étaient des femmes.

## **S'attaquer à la fragilité et renforcer la résilience**

Au titre du FAD-13, le Fonds a amélioré sa capacité de réponse d'urgence en déployant rapidement les ressources du pilier I de la FAT pour faire face aux situations de fragilité soudaine. Contrairement à ce qui s'est passé lors de la crise au Mali en 2013, l'institution d'une réserve de 10 % au titre du pilier I de la FAT a permis à la Banque de réagir rapidement face à la flambée d'Ebola, fournissant un appui financier et une assistance technique aux pays les plus durablement touchés, et notamment à la Guinée.<sup>14</sup> La Banque a également pris d'importantes mesures pour renforcer ses capacités à évaluer la fragilité et à appliquer l'approche du prisme d'analyse de la fragilité dans son engagement. La Banque a été à l'avant-garde pour intervenir dans des pays où d'autres bailleurs de fonds sont absents ou ont des opérations très limitées. En Somalie, par exemple, la Banque a contribué à la création d'une banque centrale dans ce pays, tandis qu'au Zimbabwe, elle a joué un rôle pilote dans la création d'un fonds fiduciaire multidonateurs pour ce pays (le «Zim-Fund») doté d'une enveloppe de 124 millions d'USD pour appuyer les secteurs de l'eau, de l'assainissement et de l'énergie. Ces initiatives ont permis de tester la capacité de la Banque à maintenir son engagement et à jouer son rôle de chef de file en tant que premier interlocuteur et financier en matière de développement dans les situations de fragilité.

---

<sup>14</sup> La combinaison des ressources du pilier I de la FAT de l'ABP revenant aux pays et des ressources des opérations régionales a permis d'accélérer l'allocation et le décaissement de 200 millions d'USD en faveur des pays d'Afrique de l'Ouest touchés ou menacés par le virus Ebola.

## Annexe 4 : Exemples de projets en cours financés par le FAD sur la période de 2008 à 2015

Domaine d'intervention	Description
<b>Développement des infrastructures</b>	<p>Le programme d'assainissement de Lusaka fournit un appui pour la rénovation du système d'assainissement de cette ville et la sensibilisation à l'hygiène et à l'assainissement. Ce projet bénéficiera à la population de Lusaka estimée à 1,83 million d'habitants ainsi qu'aux zones périurbaines qui seront connectées aux réseaux d'égouts, à travers des connexions privées. Ce projet tient également compte de la dimension genre, dans la mesure où il comprend des programmes de formation à l'intention des femmes ingénieures, artisanes et maçonnes pour mieux les engager dans la gestion de l'eau et des déchets ainsi que dans le développement des infrastructures.</p> <p>Au Zimbabwe, la Banque a joué un rôle pilote dans la création d'un fonds fiduciaire multidonateurs («Zim-Fund») pour appuyer les investissements et la réhabilitation dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement et de l'énergie. Le Zim-Fund a reçu 124 millions d'USD de sept pays donateurs (Allemagne, Australie, Danemark, Norvège, Royaume-Uni, Suède et Suisse). Il contribue à l'amélioration des moyens d'existence des populations, à travers le financement des projets d'urgence d'une valeur totale de 65 millions d'USD.</p> <p>En Guinée-Bissau, des projets d'électrification d'une valeur de 18,36 millions d'USD contribuent à la promotion de la santé, de la sécurité et de l'entrepreneuriat des femmes, à travers l'appui aux infrastructures essentielles. L'un de ces projets vise à garantir l'alimentation des principaux services sanitaires en électricité sans interruption, avec à la clé la réduction des taux élevés de mortalité maternelle dans le pays. L'alimentation ininterrompue en électricité améliore la mobilité et la sécurité des femmes, dans la mesure où les rues de Bissau sont bien éclairées dès la tombée de la nuit. Par ailleurs, certaines organisations de femmes recevront un appui sous forme de nouvelles installations de stockage à froid, installations indispensables pour permettre aux agricultrices de conserver et de vendre leur production agricole. Sur les 287 000 bénéficiaires directs de ce projet, 145 000 seront des femmes.</p>
<b>Intégration régionale</b>	<p>Le Projet régional de centrale hydroélectrique de Ruzizi (phase III), approuvé en 2015, fournira de l'électricité au Burundi, à la République démocratique du Congo et au Rwanda.</p> <p>Le Projet d'énergie de l'Organisation de mise en valeur du fleuve Gambie (Projet d'énergie de l'OMVG) fournira de l'électricité à la Gambie, à la Guinée, à la Guinée-Bissau et au Sénégal.</p> <p>La phase I du Programme de résilience à la sécheresse et de développement durable dans les pays de la Corne de l'Afrique, d'une valeur de 115,96 millions d'USD, a été approuvée en 2012 et ciblait le bloc commercial du Kenya, de Djibouti, de l'Éthiopie et de l'IGAD. Cette phase visait à s'attaquer aux effets de la sécheresse chronique dans la région et ciblait particulièrement trois domaines ayant des liens entre eux, à savoir : i) la mise en valeur et la gestion des ressources en eau ; ii) les infrastructures du secteur de l'élevage pour faciliter l'accès aux marchés ; et iii) le renforcement des capacités. Selon les estimations, 20 millions d'agropasteurs (dont 50 % de femmes) touchés par la sécheresse et la dégradation des terres bénéficieront directement de ce projet.</p> <p>Les ressources du FAD ont aidé le Togo à se reconnecter avec les autres pays d'Afrique de l'Ouest, à la faveur de l'aménagement des routes régionales reliant ce</p>

	<p>pays au Burkina Faso et au Bénin. Par ailleurs, les financements concessionnels ont appuyé l'achèvement d'un important tronçon de l'autoroute transafricaine Lagos-Mombasa sur la péninsule de Bakassi faisant l'objet d'un différend.</p> <p>En 2014, la Banque a approuvé un projet d'une valeur de 98,23 millions d'USD, s'attaquant ainsi à la fragilité dans la région du bassin du Lac Tchad, aux frontières avec le Cameroun, le Niger, le Nigeria, la République centrafricaine et le Tchad. Ce projet aidera à renforcer la résilience des populations locales, à travers une approche holistique pour améliorer les revenus, la sécurité alimentaire et l'accès aux infrastructures sociales de base, libérant ainsi le potentiel de l'ensemble de la région en matière de développement.</p> <p>Dans les pays de l'Union du fleuve Mano tels que la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Libéria et la Sierra Léone, les ressources du FAD ont aidé à maîtriser l'épidémie de VIH/sida qui s'est répandue à la suite de l'utilisation des violences sexuelles en tant qu'arme de guerre. Jusqu'à 2 800 personnels de santé ont été formés et ont été déployés dans quatre laboratoires et cinq centres de conseils volontaires et de dépistage, contribuant ainsi à faire passer le taux d'accès à de tels services de 16 % en 2006 à 34 % en 2009. Des initiatives de prévention ont été prises, notamment la distribution de 1,2 million de boîtes de préservatifs.</p>
<b>Développement du secteur privé</b>	<p>Les ressources du pilier III de la Facilité d'appui à la transition sont utilisées pour attirer des financements additionnels pour appuyer des initiatives pilotes dans les situations de fragilité et mettre à l'échelle les initiatives couronnées de succès. Au Zimbabwe, la Banque fournit un appui aux chaînes de valeur du bœuf et du cuir, à travers un programme conçu et cofinancé en partenariat avec le Fonds pour l'assistance au secteur privé africain (FAPA), à hauteur d'un montant total de 2,3 millions d'USD, ce qui a permis d'attirer un montant supplémentaire de 2 millions d'USD du Fonds koweïtien pour appuyer les investissements dans les infrastructures essentielles. Ce projet vise à accroître la compétitivité des chaînes de valeur du bœuf et du cuir dans la sous-région, à travers le renforcement des capacités des producteurs et la facilitation de l'accès aux marchés locaux et d'exportation.</p> <p>Une facilité de financement accordée à la <i>LAPO Microfinance Bank of Nigeria</i> contribue à aider les femmes dans leurs efforts pour s'attaquer aux barrières les empêchant de solliciter formellement le crédit pour créer des entreprises. La majorité des prêts des établissements de microfinance du Nigeria sont octroyés à des femmes, ce qui s'explique largement par le fait que ce sont les femmes qui dominent dans le commerce de détail et le petit commerce dans ce pays. L'initiative contribuera à promouvoir des prêts à responsabilité conjointe ou en groupe pour consolider la performance des femmes obtenant des prêts et réussissant à les rembourser. A terme, cela permettra aux femmes d'emprunter des montants plus substantiels et de procéder à l'expansion de leurs entreprises. Ce projet atteindra 5 millions de clients à faible revenu au Nigeria d'ici 2017, dont 80 % des bénéficiaires définitifs devraient être des femmes.</p>
<b>Gouvernance</b>	<p>Au titre du Programme d'appui à la gouvernance économique et à la compétitivité du Libéria, une opération d'appui aux réformes d'une valeur de 41,42 millions d'USD a été approuvée pour renforcer la gestion des finances publiques et rendre l'environnement plus propice au développement du secteur privé. Un système automatisé de données douanières a été installé au port libre de Monrovia (par où passe une proportion de 85 % de toutes les importations à destination du pays) et quatre points douaniers supplémentaires ont aussi été institués, dont l'un à l'aéroport international Roberts. Les délais de dédouanement ont été considérablement réduits depuis lors.</p> <p>L'Office togolais des recettes (OTR), qui est une entité d'administration de la taxe unique jouissant d'une plus grande autonomie qu'un département ministériel, a été créé en 2014 à la suite de la fusion des services spécifiques des douanes et des commissaires à la fiscalité. L'intégration de ces services a permis de réduire le</p>

	<p>double emploi sur le plan administratif, en plus de réduire considérablement les impacts de la «loi des rendements décroissants». De même, l'introduction d'une nouvelle organisation basée sur la cyber-taxation (E-Tax) a conduit à des procédures douanières pleinement informatisées, à travers le Guichet unique du commerce extérieur (GUCE). L'introduction d'instruments budgétaires innovants, à la suite de la dématérialisation des procédures fiscales et le consentement volontaire, a conduit à une augmentation des recettes en espèces de l'ordre de 23 %, ces recettes atteignant 721 millions d'USD après la première année d'activité de l'ORT. Un nouveau projet de cyber-taxation (E-Tax) en cours de préparation, projet financé par le Groupe de la Banque à hauteur de près de 21 millions d'USD, permettra le partage de l'information en temps réel, à travers l'interconnexion informatisée entre les contribuables, les services des impôts et le trésor.</p>
<b>Fragilité</b>	<p>A Madagascar, le Programme d'urgence pour le redressement économique (PURE) 12 a été approuvé en 2014 et constitue un exemple montrant comment les évaluations de la fragilité peuvent guider les choix stratégiques dans le cadre d'une opération d'appui aux programmes et servir de point d'entrée pour le dialogue sur les politiques concernant la fragilité et la résilience. En réponse aux conclusions de l'évaluation de la fragilité, la Banque et le Gouvernement de Madagascar sont convenus des priorités devant contribuer à restaurer la capacité de l'Etat à fournir, en tant que priorité, les services sociaux de base aux Malgaches qui souffrent le plus des effets de la crise prolongée dans le pays. Cette opération d'appui budgétaire en réponse à la crise contribue à renforcer la résilience dans le pays à éviter que celui-ci ne replonge dans la crise.</p> <p>En 2014, au titre du pilier III de la Facilité d'appui à la transition, la Banque a alloué 8,97 millions d'USD pour contribuer à la lutte contre la maladie à virus Ebola, avec un accent particulier sur un programme des pairs Afrique pour l'Afrique, avec la participation d'infirmiers/infirmières et de médecins d'autres régions d'Afrique pour travailler dans les pays touchés à savoir la Guinée, la Sierra Leone et le Libéria.</p> <p>Au titre du pilier III de la Facilité d'appui à la transition, la Banque a lancé le premier appel à proposition en 2015 dans les domaines thématiques du développement du secteur privé, de la gestion des ressources naturelles et de la dimension genre dans les situations de fragilité. Les neuf projets sélectionnés, d'une valeur totale de 14 millions d'UC, ont adopté une approche programmatique et souvent multinationale, avec des plans pour la mise à l'échelle des interventions au cours de la deuxième phase. Par ailleurs les opérations du pilier III fournissent des opportunités stratégiques permettant d'attirer des ressources additionnelles en faveur des pays se trouvant dans des situations de fragilité, à travers le Fonds multidonateurs pour l'assistance au secteur privé (FAPA).</p>
<b>Genre</b>	<p>Le Projet «Sortir du conflit» en Côte d'Ivoire peut être cité comme un exemple de la prise en compte de la dimension genre dans les situations de fragilité, à travers un ensemble intégré d'interventions (services médicaux, appui psychologique, services économiques/juridiques, projets générateurs de revenus pour les associations de femmes, et formation) visant à soutenir les victimes des violences à l'encontre des femmes. Ce projet a bénéficié d'une reconnaissance au plan international, dans la mesure où il s'est vu attribué le Prix du Trésor des Etats-Unis en 2013.</p> <p>De nouvelles initiatives phares ont été lancées pour parvenir à l'égalité entre les hommes et les femmes et autonomiser les femmes, à travers des approches innovantes. Un fonds d'investissement social en faveur des pays touchés par la flambée d'Ebola sera créé pour soutenir les efforts de redressement, y compris la réhabilitation des femmes. Le projet a été approuvé en octobre 2015 et a bénéficié d'une contribution de 40,8 millions d'USD de la Banque et d'un cofinancement de 5 millions d'USD du Département d'Etat des Etats-Unis.</p>

<b>Agriculture et sécurité alimentaire</b>	<p>Le Programme des entreprises rurales a aidé les petites et moyennes entreprises ghanéennes à passer à des activités agricoles de plus grande valeur telles que la production de jus frais, la culture du champignon, l'apiculture et la pisciculture. Jusqu'à 25 000 nouvelles petites et moyennes entreprises ont été créées, et les participants à ce programme ont vu leurs revenus mensuels augmenter de deux tiers, passant d'une moyenne de 255 USD à 424 USD.</p> <p>Le FAD a appuyé une initiative, à savoir un projet participatif visant à améliorer les infrastructures de transport dans 26 districts à l'est et au centre de l'Ouganda, ce qui a permis de réhabiliter 3 000 km de routes rurales praticables en toutes saisons ainsi que les routes d'accès et ponts reliant les communautés, entre autres interventions. Les produits commercialisés ont enregistré une augmentation de 7 %, tout comme les revenus des ménages ont aussi augmenté de 40 %, tandis que des coûts des déplacements baissaient de 63 % et que les populations avaient un meilleur accès aux établissements scolaires et aux centres de santé.</p> <p>A la faveur de l'appui du CGIAR à la recherche agricole pour le développement des cultures vivrières stratégiques en Afrique, la Banque a soutenu les laboratoires et solutions agro-techniques pour les quatre principales cultures vivrières africaines, à savoir le manioc, le maïs, le riz et le blé. En couvrant toute la chaîne de valeur de chaque culture vivrière, ce programme a déjà conduit à 143 nouvelles technologies et innovations agricoles prototypes pour diverses variétés de cultures et leur gestion, tandis que 2 574 options agricoles font actuellement l'objet d'une promotion en vue de leur adoption. Ces initiatives conduisent à des améliorations significatives dans la sécurité alimentaire et l'emploi.</p> <p>Les zones de transformation des produits alimentaires de base constituent un programme phare de l'agenda du Nigeria pour la transformation de l'agriculture dont l'objectif est de créer des richesses et des emplois dans le secteur de l'agro-industrie. Ces zones doivent être aménagées pour attirer les investisseurs du secteur privé dans la transformation moderne des produits alimentaires, de la viande et du poisson au niveau local. L'expansion des modèles pour les liens entre l'agro-industrie et les agriculteurs, à travers le bon dosage des investissements publics et privés, contribuera à améliorer la productivité agricole, à générer une croissance partagée et à réduire substantiellement la pauvreté dans les zones rurales. Les bénéficiaires directes sont les 45 300 petits exploitants agricoles économiquement actifs vivant dans les zones rurales et participant déjà à l'agriculture commerciale. Ce nombre devrait augmenter de manière significative lorsque les entrepreneurs d'autres chaînes de valeur économiquement actives se joindront au programme.</p>
--	--

## Annexe 5 : Programmes pour la mise en œuvre des cinq grands domaines prioritaires

Domaine prioritaire	Programmes/initiatives/plans d'action
<b>Eclairer l'Afrique et l'alimenter en électricité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Initiative pour les énergies renouvelables en Afrique</li> <li>• Programme d'acquisition des producteurs indépendants d'électricité</li> <li>• Programme de transformation du secteur de l'électricité</li> <li>• Facilité d'appui aux projets se trouvant aux phases initiales</li> <li>• Programme de promotion des financements</li> <li>• Facilité de financement du bas de la pyramide</li> <li>• Programme de paiement mobile</li> <li>• Programme d'accélération des projets régionaux</li> <li>• Infléchissements dans le secteur de l'énergie à l'échelle des pays</li> </ul>
<b>Nourrir l'Afrique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plan d'action pour la transformation de l'agriculture africaine <ul style="list-style-type: none"> <li>- Déploiement d'approches innovantes pour faire face à la malnutrition.</li> <li>- Exécution d'un plan osé pour parvenir rapidement à la transformation de l'agriculture.</li> <li>- Opérationnalisation de la discrimination positive en faveur des femmes en Afrique</li> <li>- Création d'une facilité africaine pour le partage des risques dans le secteur de l'agriculture.</li> <li>- Aménagement de zones agroindustrielles et de corridors agricoles</li> <li>- Elargissement de l'accès aux financements climatiques.</li> <li>- Réserve de fonds spéciaux par les banques centrales d'Afrique.</li> <li>- Emission d'obligations de la diaspora pour l'agro-industrie.</li> <li>- Accélération du déploiement du financement des secteurs de l'agriculture et de l'agro-industrie.</li> <li>- Appui aux banques de développement agricole pour leur permettre d'être plus fonctionnelles.</li> <li>- Mise à l'échelle de la création de mécanismes de financement des récépissés d'entrepôt et de bourse des produits agricoles.</li> <li>- Création d'une facilité de financement des jeunes dans l'agriculture.</li> <li>- Expansion de la production africaine d'engrais.</li> <li>- Mise en œuvre de réformes institutionnelles et de changements systémiques.</li> <li>- Mise en œuvre des réformes politiques en appui à la transformation de l'agriculture.</li> <li>- Mobilisation de nouveaux investissements du secteur privé dans l'agriculture.</li> <li>- Mise à l'échelle de l'approvisionnement des agriculteurs en intrants agricoles.</li> <li>- Développement de chaînes de valeur robustes pour les principaux produits de base.</li> </ul> </li> </ul>
<b>Industrialiser l'Afrique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Principales mesures: <ul style="list-style-type: none"> <li>- Promouvoir les financements dans les projets phares</li> <li>- Aménagement de zones économiques spéciales efficaces à travers le continent</li> <li>- Promotion et pilotage du développement des PME</li> <li>- Croissance des marchés financiers liquides et efficaces</li> <li>- Promotion de transactions PPP couronnées de succès</li> <li>- Promotion des partenariats stratégiques en Afrique</li> </ul> </li> </ul>
<b>Intégrer l'Afrique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Principales mesures: <ul style="list-style-type: none"> <li>- Continuer à jouer le rôle de chef de file dans des initiatives continentales telles que le PIDA</li> <li>- Affiner la maîtrise des opérations régionales et le lien avec les questions transversales telles que les changements climatiques</li> <li>- Continuer à prendre en compte l'intégration régionale dans les opérations de la Banque</li> </ul> </li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Continuer à appliquer la double approche de la combinaison des projets et/ou programmes ciblant les infrastructures «matérielles» et «immatérielles»</li> </ul>
<b>Améliorer la qualité de vie des Africains</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Initiative pour les emplois en faveur des jeunes d'Afrique: <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le Programme phare de l'agriculture</li> <li>- Le Programme phare de l'industrialisation</li> <li>- Le Programme phare des TIC</li> <li>- La Facilité pour les investissements</li> </ul> </li> </ul>